

No. 27849. Spain and United States of America

CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE UNITED STATES OF AMERICA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME. MADRID, 22 FEBRUARY 1990 [*United Nations, Treaty Series, vol. 1591, I-27849.*]

PROTOCOL AMENDING THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE UNITED STATES OF AMERICA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME, AND ITS PROTOCOL SIGNED AT MADRID, ON FEBRUARY 22, 1990 (WITH MEMORANDUM OF UNDERSTANDING AND NOTES VERBALES OF CORRECTION). MADRID, 14 JANUARY 2013*

Entry into force: 27 November 2019, in accordance with article XV(2)

Authentic texts: English and Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Spain, 27 November 2019

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

N° 27849. Espagne et États-Unis d'Amérique

CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU. MADRID, 22 FÉVRIER 1990 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1591, I-27849.*]

PROTOCOLE MODIFIANT LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU, ET SON PROTOCOLE, SIGNÉS À MADRID LE 22 FÉVRIER 1990 (AVEC MÉMORANDUM D'ENTENTE ET NOTES VERBALES DE RECTIFICATION). MADRID, 14 JANVIER 2013*

Entrée en vigueur : 27 novembre 2019, conformément au paragraphe 2 de l'article XV

Textes authentiques : anglais et espagnol

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Espagne, 27 novembre 2019

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

PROTOCOLE MODIFIANT LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SON PROTOCOLE, SIGNÉS À MADRID LE 22 FÉVRIER 1990.

Le Royaume d'Espagne et les États-Unis d'Amérique :

Souhaitant modifier la Convention entre le Royaume d'Espagne et les États-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et son protocole, signés à Madrid le 22 février 1990 (ci-après dénommés la « Convention »),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article premier (Champ d'application) de la Convention :

« 5. a) Nonobstant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 du présent article :

i) aux fins du paragraphe 3 de l'article XXII (Consultation) de l'Accord général sur le commerce des services, les États contractants conviennent que toute question touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, et en particulier tout désaccord entre eux sur la question de savoir si une mesure fiscale relève de cette dernière, ne doit se régler qu'aux termes de l'article 26 (Procédure amiable) de la présente Convention ; et

ii) les dispositions de l'article XVII de l'Accord général sur le commerce des services ne s'appliquent à une mesure fiscale que si les autorités compétentes conviennent qu'elle ne tombe pas sous le coup de l'article 25 (Non-discrimination) de la présente Convention.

b) Pour l'application du présent paragraphe, une « mesure fiscale » est une loi, un règlement, une règle, une procédure, une décision, une mesure administrative ou toute disposition ou mesure similaire.

6. Aux fins de l'application de la présente Convention, l'élément de revenu, de bénéfice ou de gain réalisé par l'intermédiaire d'une entité fiscalement transparente selon le droit de l'un des États contractants et qui est constituée ou organisée :

a) dans l'un des États contractants ; ou

b) dans un État ayant une convention en vigueur avec l'État contractant où le revenu, le bénéfice ou le gain est réalisé, prévoyant l'échange de renseignements en matière fiscale ;

est considéré comme réalisé par le résident d'un État contractant dans la mesure où le droit fiscal de cet État traite cet élément comme le revenu, le bénéfice ou le gain d'un résident. »

Article II

1. Est ajouté ce qui suit au paragraphe 1 de l'article 3 (Définitions générales) de la Convention :

« j) le terme « fonds de pension » désigne :

i) en Espagne, les régimes, les fonds et les institutions et autres entités mutualistes établis en Espagne :

A) dont l'exploitation a pour objet principal d'administrer le droit de ses bénéficiaires à recevoir du revenu ou du capital en cas de retraite, de survie, de veuvage, de perte des parents ou de handicap ; et

B) dont les contributions sont déductibles de l'assiette fiscale de l'impôt sur le revenu ;

ii) aux États-Unis, toute personne établie aux États-Unis qui y est en général exonérée de l'impôt sur le revenu et dont l'exploitation a pour objet principal :

A) d'administrer ou de fournir des prestations de pension ou de retraite ; ou

B) de générer des revenus principalement au profit d'une ou de plusieurs personnes établies aux États-Unis qui y sont en général exonérées de l'impôt sur le revenu et dont l'exploitation a pour objet principal d'administrer ou de fournir des prestations de pension ou de retraite. »

2. Le paragraphe 2 de l'article 3 (Définitions générales) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« 2. Pour l'application de la présente Convention à un moment donné par un État contractant, tout terme qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente et sous réserve des dispositions de l'Article 26 (Procédure amiable), le sens que lui attribue le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la présente Convention, le sens attribué à ce terme ou cette expression par le droit fiscal de cet État prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet État. »

Article III

Le paragraphe 3 de l'article 5 de la Convention (Établissement stable) est remplacé par ce qui suit :

« 3. Un chantier de construction, un projet de construction ou d'installation ou une plateforme de forage ou un navire servant à l'exploration de ressources naturelles ne constitue un établissement stable que si sa durée ou ses activités d'exploration dépassent douze mois. »

Article IV

L'article 10 (Dividendes) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 10. Dividendes

1. Les dividendes versés par une société résidente d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est résidente et selon les lois de cet État, mais si le bénéficiaire effectif des

dividendes est un résident de l'autre État contractant, sauf disposition contraire, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- a) 5 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient au moins 10 % des actions avec droit de vote de la société qui paie les dividendes ;
- b) 15 % du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'influent pas sur l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, ces dividendes ne sont pas imposables dans l'État contractant dont est résidente la société qui paie les dividendes si le bénéficiaire effectif est une société résidente de l'autre État contractant et détient, directement ou indirectement et par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs résidents de l'un ou l'autre des États contractants, des actions représentant au moins 80 % des droits de vote de la société qui paie les dividendes pendant la période de douze mois se terminant à la date à laquelle le droit aux dividendes est déterminé, et :

- a) remplit les conditions de l'alinéa 2 c) de l'article 17 (Limitation des avantages) ;
- b) remplit les conditions de l'alinéa 2 e) de l'article 17, pourvu que la société satisfasse en outre aux conditions du paragraphe 4 de cet article relativement aux dividendes ;
- c) a droit aux avantages de la présente Convention relativement aux dividendes en vertu du paragraphe 3 de l'article 17 ; ou
- d) a fait l'objet d'une décision en vertu du paragraphe 7 de l'article 17 relativement au présent paragraphe.

4. Nonobstant le paragraphe 2, un dividende n'est pas imposable dans l'État contractant dont est résidente la société qui le paie si :

- a) le bénéficiaire effectif du dividende est un fonds de pension qui est un résident de l'autre État contractant et est en général exonéré d'impôt ou assujéti à un taux d'imposition nul ; et
- b) ce dividende n'est pas tiré de l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale par le fonds de pension ou par l'intermédiaire d'une entreprise associée.

5. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, d'actions ou de bons de jouissance, de parts de mine, de parts de fondateur ou d'autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est résidente.

6. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce ou a exercé dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est résidente soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 15 (Professions indépendantes) s'appliquent, selon le cas.

7. Un État contractant ne peut percevoir d'impôts sur les dividendes payés par une société résidente de l'autre État contractant que si ces dividendes sont versés à un résident du premier État ou s'ils se rattachent effectivement à un établissement stable ou à une base fixe de cet autre État, ni prélever d'impôts sur les bénéfices non distribués de la société sauf en vertu du paragraphe 8 du présent article, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

8. La société résidente d'un État contractant qui a un établissement stable dans l'autre État contractant ou qui y est assujettie à des obligations fiscales, sur une base nette, quant à son revenu qui y est imposable en vertu de l'article 6 (Revenus de biens immobiliers) ou du paragraphe 1 de l'article 13 (Gains en capital) peut être assujettie dans cet autre État contractant à un impôt supplémentaire à ceux dont elle pourrait être redevable en vertu d'autres dispositions de la présente Convention. Cet impôt, cependant, ne peut être perçu que sur la partie des bénéfices commerciaux de la société qui est imputable à l'établissement stable, ainsi que sur la partie de revenu imposée en vertu de l'article 6 ou du paragraphe 1 de l'article 13 qui, dans le cas des États-Unis, représente le montant équivalent aux dividendes de ces bénéfices ou de ce revenu et, dans le cas de l'Espagne, représente les revenus (Imposition Complementaria) au titre de l'impôt sur les revenus des non-résidents de l'Espagne tel qu'établi par le nouveau libellé de la loi intitulée Ley del Impuesto sobre la Renta de no Residentes (loi de l'impôt sur le revenu des non-résidents) adopté par le Décret législatif royal 5/2004 du 5 mars, dans sa version éventuellement modifiée.

9. L'impôt visé au paragraphe 8 du présent article ne peut être perçu à un taux dépassant celui qu'indique l'alinéa a) du paragraphe 2 de celui-ci. En tout état de cause, ne saurait y être assujetti la société qui :

- a) remplit les conditions de l'alinéa 2 c) de l'article 17 ;
- b) remplit les conditions de l'alinéa 2 e) de l'article 17, pourvu qu'elle satisfasse par ailleurs aux conditions du paragraphe 4 de cet article relativement à un élément de revenu, de bénéfice ou de gain décrit à son paragraphe 8 ;
- c) a droit, en vertu du paragraphe 3 de l'article 17, à des avantages en ce qui concerne un élément de revenu, de bénéfice ou de gain décrit au paragraphe 8 du présent article ; ou
- d) a fait l'objet d'une décision aux termes du paragraphe 7 de l'article 17 relativement au présent paragraphe. »

Article V

L'article 11 (Intérêts) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 11. Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article :

a) les intérêts générés aux États-Unis qui constituent des intérêts éventuels d'un type qui ne se qualifie pas d'intérêts de portefeuille en vertu du droit des États-Unis sont imposables par les États-Unis, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'Espagne, ils ne sauraient être imposés à un taux dépassant 10 % du montant brut de l'intérêt ; et

b) les intérêts qui constituent une inclusion excédentaire en raison d'une participation résiduelle dans une société relais de placements immobiliers hypothécaires (real estate mortgage investment conduit) sont imposables par les États-Unis conformément à leur droit.

3. Au sens du présent article, le terme « intérêts » s'entend des revenus des créances de toute nature, qu'elles soient ou non assorties de garanties hypothécaires ou de clauses de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots rattachés à ces titres, ainsi que tous revenus assujettis au même traitement fiscal que ceux tirés de fonds prêtés en vertu du droit fiscal de l'État

contractant où sont générés ces revenus. Les revenus mentionnés à l'article 10 (Dividendes) et les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérés comme des intérêts aux fins du présent article.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce ou a exercé dans l'autre État contractant où sont générés les intérêts soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 15 (Professions indépendantes) s'appliquent, selon le cas.

5. Les intérêts sont réputés être générés dans un État contractant lorsque le débiteur est résident de celui-ci. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable ou une base fixe pour lesquels la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supportent la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où se trouve l'établissement stable, ou la base fixe.

6. Lorsque, en raison d'une relation spéciale entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre l'un et l'autre de ceux-ci et un tiers, le montant des intérêts, compte tenu de la créance s'y rapportant, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence d'une telle relation, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. La partie excédentaire des paiements reste alors imposable en vertu du droit de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention. »

Article VI

L'article 12 (Redevances) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 12. Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État.

2. Dans le présent article, le terme « redevances » désigne les rémunérations de toute nature versées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique, scientifique ou autre (y compris les films cinématographiques, ou les films ou bandes utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce ou a exercé dans l'autre État contractant soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 (Bénéfices des entreprises) ou de l'article 15 (Professions indépendantes) s'appliquent, selon le cas.

4. Lorsque, en raison d'une relation spéciale entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre l'un et l'autre de ceux-ci et un tiers, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif sans ces relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. La partie excédentaire des paiements reste alors imposable en vertu du droit de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention. »

Article VII

1. Le paragraphe 4 de l'article 13 (Gains en capital) de la Convention est remplacé par le paragraphe suivant :

« 4. Les gains issus de l'aliénation d'actions ou d'autres titres de participation qui confèrent directement ou indirectement à leur détenteur un droit de jouissance sur des biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État. »

2. Les paragraphes 6 et 7 de l'article 13 (Gains en capital) de la Convention sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« 6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1 à 5 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident. »

Article VIII

L'article 14 (Impôt des succursales) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 14 (Impôt des succursales) (supprimé) »

Article IX

L'article 17 (Limitation des avantages) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 17. Limitation des avantages

1. Sauf disposition contraire du présent article, le résident d'un État contractant ne peut prétendre aux avantages que la présente Convention reconnaît normalement aux résidents d'un État contractant que s'il est une « personne qualifiée » au sens du paragraphe 2 du présent article.

2. Un résident d'un État contractant est une personne qualifiée pour une année d'imposition donnée s'il est :

- a) une personne physique ;
- b) un État contractant ou une subdivision politique, une autorité locale ou un organe à part entière de celui-ci ;
- c) une société, si :
 - i) sa principale catégorie d'actions (et toute catégorie d'actions disproportionnée) est régulièrement négociée dans une ou plusieurs bourses de valeurs reconnues, et que soit :
 - A) sa principale catégorie d'actions se négocie surtout dans une ou plusieurs bourses de valeurs reconnues situées dans l'État contractant dont la société est résidente (ou, dans le cas d'une société résidente de l'Espagne, dans une bourse de valeurs reconnue située dans l'Union

européenne ou, dans le cas d'une société résidente des États-Unis, dans une bourse de valeurs reconnue située dans un autre état membre de l'Accord de libre-échange nord-américain) ; ou

B) son organe de direction et de contrôle principal se trouve dans l'État contractant dont elle est résidente ; ou

ii) au moins 50 % de l'ensemble des droits de vote et de la valeur des actions (et au moins 50 % de toute catégorie d'actions disproportionnée) de la société sont, directement ou indirectement, la propriété d'au moins cinq sociétés ayant droit à des avantages fiscaux aux termes de la disposition i) du présent alinéa, pour autant qu'en cas de propriété indirecte chaque propriétaire intermédiaire soit un résident de l'un ou l'autre des États contractants ; une personne autre qu'une personne physique qui :

i) est constituée et maintenue dans cet État contractant exclusivement à des fins religieuses, charitables, scientifiques, artistiques, culturelles ou éducatives, nonobstant le fait qu'une partie ou que l'ensemble de ses revenus et gains puissent être exonérés d'impôt en vertu du droit de cet État contractant ; ou

ii) est décrite à l'alinéa j) du paragraphe 1 de l'article 3 (Définitions générales), pourvu que :

A) en Espagne, dans le cas d'une personne décrite :

i) à l'alinéa j) du paragraphe 1 de l'article 3 et, aux États-Unis, dans le cas d'une personne décrite à la disposition ii) A) de l'alinéa j) du paragraphe 1 de l'article 3, plus de 50 % des bénéficiaires, membres ou participants de cette personne soient des personnes physiques résidentes de l'un des États contractants ; et

B) aux États-Unis, dans le cas d'une personne décrite à la disposition ii) B) de l'alinéa j) du paragraphe 1 de l'article 3, toutes les personnes pour qui cette personne génère les revenus en question satisfassent aux exigences de la disposition

A) du présent alinéa ; une personne autre qu'une personne physique, si :

i) au moins la moitié des jours de l'année d'imposition, les personnes qui sont résidentes de cet État contractant et qui ont droit aux avantages de la présente Convention en vertu de l'alinéa a), de l'alinéa

b) , de la disposition i) de l'alinéa c) ou de l'alinéa d) du présent paragraphe sont, directement ou indirectement, propriétaires d'actions ou d'autres titres de participant représentant au moins 50 % de l'ensemble des droits de vote et de la valeur des actions (ainsi qu'au moins 50 % de toute catégorie d'actions disproportionnée) de la personne, pourvu qu'en cas de propriété indirecte, chaque propriétaire immédiat soit un résident de cet État contractant ; et

ii) moins de 50 % du revenu brut de la personne pour l'année d'imposition sont versés ou imputés, directement ou indirectement, à des personnes qui ne sont pas des résidents de l'un ou l'autre État contractant ayant droit aux avantages de la présente Convention en vertu de l'alinéa a), de l'alinéa b), de la disposition i) de l'alinéa c) ou de l'alinéa d) du présent paragraphe sous la forme de paiements déductibles aux fins des impôts faisant l'objet de la présente Convention dans l'État de résidence de la personne.

Aux fins de ce qui précède, ces paiements déductibles ne comprennent pas les paiements sans lien de dépendance effectués dans le cours normal des affaires pour des services ou des biens corporels, ou encore les paiements relatifs à des obligations financières envers une banque qui n'est pas liée au payeur.

3. Une société résidente d'un État contractant a également droit aux avantages de la présente Convention si :

a) au moins 95 % de l'ensemble des droits de vote et de la valeur des actions (et au moins moins 50 % de toute catégorie d'actions disproportionnée) de la société sont, directement ou indirectement, la propriété d'au plus sept personnes qui sont des bénéficiaires équivalents, pourvu qu'en cas de propriété indirecte, chacun des propriétaires intermédiaires soit résident d'un état membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord de libre-échange nord-américain ;

b) moins de 50 % du revenu brut de la société pour l'année d'imposition, tel qu'établi dans son État de résidence, sont versés ou imputés, directement ou indirectement, à des personnes qui ne sont pas des bénéficiaires équivalents, sous forme de paiements (à l'exclusion des paiements sans lien de dépendance effectués dans le cours normal des affaires pour des services ou des biens corporels, ainsi que des paiements au titre d'obligations financières envers une banque qui n'est pas liée au payeur) qui sont déductibles aux fins des impôts visés par la présente Convention dans l'État de résidence de la société.

4.

a) un résident d'un État contractant, qu'il soit une personne qualifiée ou non, a droit aux avantages de la Convention quant à un élément de revenu généré dans l'autre État contractant s'il exerce activement une activité industrielle ou commerciale dans le premier État (autre que l'exécution ou la gestion d'investissements pour son propre compte, à moins qu'il ne s'agisse d'activités bancaires, d'assurances ou d'opérations de bourse exercées par une banque, une société d'assurances ou un courtier en titres qualifié), et si le revenu provenant de l'autre État contractant est tiré du fait ou des conséquences de cette activité.

b) si le résident d'un État contractant tire un élément de revenu d'une activité industrielle ou commerciale qu'il exerce activement dans l'autre État contractant, ou s'il tire un élément de revenu généré dans l'autre État contractant par une personne liée, les conditions décrites à l'alinéa a) du présent paragraphe ne sont considérées comme satisfaites à l'égard de cet élément de revenu que si l'activité industrielle ou commerciale exercée par cette personne dans le premier État contractant et à laquelle les revenus se rattachent est importante par rapport à l'activité industrielle ou commerciale exercée par cette personne liée dans l'autre État contractant. Pour savoir si une activité économique est importante aux fins du présent paragraphe, il faut tenir compte de tous les faits et circonstances qui entrent en jeu.

c) Pour l'application du présent paragraphe, l'activité exercée par une personne liée à une personne donnée est considérée comme étant exercée par cette dernière. Une personne est liée à une autre si l'une possède au moins 50 % de l'intérêt bénéficiaire dans l'autre (ou, s'il s'agit d'une société, au moins 50 % de l'ensemble des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou de la participation bénéficiaire dans celle-ci) ou si une autre personne possède au moins 50 % de l'intérêt bénéficiaire (ou, s'il s'agit d'une société, au moins 50 % de l'ensemble des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou de la participation bénéficiaire dans celle-ci) dans chaque personne. Dans tous les cas, une personne est considérée comme étant liée à une autre si, compte tenu de tous les faits et circonstances pertinents, l'une a le contrôle de l'autre, ou les deux sont sous le contrôle de la ou des mêmes personnes.

5. Une personne résidente d'un État contractant a également droit à tous les avantages de la présente Convention par ailleurs accordés aux résidents d'un État contractant si elle est la société de quartier général d'un groupe de sociétés multinational et qu'elle satisfait à toute autre condition précisée ailleurs qu'au présent article pour l'obtention de ces avantages. Une personne ne sera considérée comme une société de quartier général à cette fin que si :

a) elle assure une part importante de la supervision et de l'administration globales du groupe, dont possiblement, mais en aucun cas principalement, le financement du groupe ;

b) le groupe de sociétés se compose de sociétés qui résident dans au moins cinq pays ou y exploitent activement une entreprise, et les activités commerciales menées dans chacun de ces cinq pays (ou cinq regroupements de pays) génèrent au moins 10 % du revenu brut du groupe ;

c) les activités commerciales menées dans tout pays autre que l'État contractant dont la société de quartier général est résidente génèrent moins de 50 % du revenu brut du groupe ;

d) elle tire au plus 25 % de son revenu brut de l'autre État contractant ;

e) elle détient et exerce un pouvoir discrétionnaire indépendant dans l'exercice des fonctions mentionnées à l'alinéa a) ;

f) elle est assujettie aux mêmes règles d'impôt sur le revenu dans son État de résidence que les personnes décrites au paragraphe 4 ; et

g) les revenus tirés de l'autre État contractant sont générés en lien avec l'entreprise exploitée activement mentionnée à l'alinéa b) ou de façon accessoire à celle-ci.

Si les exigences de revenu brut des alinéas b), c) ou d) de ce paragraphe ne sont pas satisfaites, elles seront néanmoins réputées l'être si les ratios requis sont atteints par la moyenne des revenus bruts des quatre dernières années.

6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, lorsqu'une entreprise d'un État contractant tire des revenus de l'autre État contractant et que ces revenus sont imputables à un établissement stable que cette entreprise a dans un État tiers, les avantages fiscaux qui s'appliqueraient par ailleurs en vertu des autres dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas à ces revenus si les bénéficiaires de cet établissement stable sont assujettis à un taux effectif global combiné d'imposition dans l'État contractant mentionné en premier lieu et l'État tiers qui est inférieur à 60 % du taux général d'impôt des sociétés applicable dans l'État contractant mentionné en premier lieu. Les dividendes, intérêts ou redevances auxquels s'appliquent les dispositions du présent paragraphe sont imposables dans l'autre État contractant à un taux n'excédant pas 15 % de leur montant brut. Les autres revenus auxquels s'appliquent les dispositions du présent paragraphe sont soumis à l'impôt en vertu des dispositions du droit interne de l'autre État contractant, nonobstant toute autre disposition de la Convention. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas si :

a) dans le cas de redevances, les redevances sont reçues en contrepartie de l'utilisation ou du droit d'utilisation de biens incorporels produits ou développés par l'établissement stable ; ou

b) dans le cas de tout autre revenu, le revenu provenant de l'autre État contractant est obtenu dans le cadre ou à l'occasion de l'exercice actif d'une activité commerciale ou industrielle par l'établissement stable dans l'État tiers (autre que l'activité consistant à faire, gérer ou simplement détenir des investissements pour le propre compte de l'entreprise, à moins que ces activités ne soient des activités bancaires ou de valeurs mobilières exercées par une banque ou un négociant en valeurs mobilières enregistré).

7. Si le résident d'un État contractant n'est pas une personne qualifiée au sens du paragraphe 2 du présent article, ni n'a droit aux avantages de la présente Convention en vertu de ses paragraphes 3 ou 5, ni n'a droit aux avantages relatifs à un élément de revenu en vertu de son paragraphe 4, l'autorité compétente de l'autre État contractant peut lui accorder les avantages de la présente Convention ou les avantages relatifs à un élément de revenu déterminé si cet octroi est justifié par l'évaluation de la mesure dans laquelle ce résident satisfait aux exigences des

paragraphes 2, 3, 4 ou 5 du présent article et après avoir pris en considération l'avis éventuel de l'autorité compétente du premier État contractant quant à l'opportunité d'accorder ces avantages dans les circonstances.

8. Aux fins du présent article :

a) le terme « bourse de valeurs reconnue » s'entend :

i) du système NASDAQ et de toute bourse de valeurs enregistrée à titre de bourse de valeurs nationale auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission en vertu de la U.S. Securities Exchange Act de 1934 ;

ii) toute bourse de valeurs espagnole contrôlée par la Comisión Nacional del Mercado de Valores ;

iii) les principales bourses de valeurs de Stuttgart, Hambourg, Düsseldorf, Francfort, Berlin, Hanovre, Munich, Londres, Amsterdam, Milan, Budapest, Lisbonne, Toronto, Mexico et Buenos Aires ;

iv) toute autre bourse de valeurs dont conviennent les autorités compétentes.

b) le terme « principale catégorie d'actions » désigne les actions ordinaires ou courantes de la société, à condition que cette catégorie d'actions représente la majorité de l'ensemble des voix et de la valeur de la société. Si aucune catégorie d'actions ordinaires ou courantes ne représente la majorité de l'ensemble des votes et de la valeur de la société, la « principale catégorie d'actions » est celle qui, dans l'ensemble, représente la majorité de l'ensemble des votes et de la valeur de la société.

c) le terme « catégorie d'actions disproportionnée » désigne toute catégorie d'actions d'une société résidente d'un État contractant qui donne droit à l'actionnaire à une participation disproportionnée, par le biais de dividendes, de paiements de rachat ou autrement, aux revenus générés dans l'autre État contractant par des actifs ou des activités particuliers de la société.

d) le « principal lieu de gestion et de contrôle » d'une société ne se situe dans l'État contractant dont elle est résidente que si les dirigeants et cadres supérieurs de la société assument quotidiennement la responsabilité d'une plus grande partie des décisions stratégiques, financières et opérationnelles de la société (y compris ses éventuelles filiales directes et indirectes), et si le personnel de ces personnes exerce une plus grande partie des activités quotidiennes nécessaires à la préparation et à la mise en œuvre de ces décisions, dans cet État contractant que dans tout autre État.

e) le terme « actions » comprend les certificats de dépôt relatifs aux actions ;

f) le terme « revenus bruts » désigne les recettes brutes déterminées dans l'État contractant de résidence de la personne ou, lorsque la personne exerce une activité industrielle ou commerciale qui comporte la fabrication, la production ou la vente de marchandises, ces recettes brutes diminuées des coûts directs de main-d'œuvre et de matériaux imputables à cette fabrication ou production, ou du coût des marchandises achetées pour la revente ;

g) le terme « bénéficiaire équivalent » désigne le résident d'un État membre de l'Union européenne ou d'une partie à l'Accord de libre-échange nord-américain, mais uniquement si ce résident :

(i)

A) aurait droit à tous les avantages d'une convention globale tendant à éviter les doubles impositions entre tout État membre de l'Union européenne ou toute partie à l'Accord de libre-

échange nord-américain et l'État auquel les avantages de la présente Convention sont réclamés en vertu de dispositions analogues à l'alinéa

a) , b), c) i) ou d) du paragraphe 2 du présent article, étant entendu que, si cette convention ne contient pas de disposition de limitation des avantages exhaustive, la personne aurait droit aux avantages de la présente Convention en raison de l'alinéa a), b), c) i) ou d) du paragraphe 2 du présent article si elle était résidente de l'un des États selon l'article 4 de la présente Convention ;

B) en ce qui concerne les primes d'assurance et les revenus visés aux articles 10 (Dividendes), 11 (Intérêts) et 12 (Redevances) de la présente Convention, aurait droit, en vertu de la présente Convention, à une exonération de taxe d'accise sur ces primes ou à un taux d'imposition, en ce qui concerne la catégorie particulière de revenus pour laquelle des avantages sont demandés en vertu de la présente Convention, qui est au moins aussi bas que le taux applicable en vertu de la présente Convention ; ou

ii) est un résident d'un État contractant qui a droit aux avantages de la présente Convention en vertu de l'alinéa a), b), c) i) ou d) du paragraphe 2 du présent article.

Pour l'application du paragraphe 3 de l'article 10 (Dividendes), afin de déterminer si une personne possédant directement ou indirectement des actions dans la société qui se prévaut des avantages de la présente Convention est un bénéficiaire équivalent, cette personne est réputée détenir, pendant la même période, le même pouvoir de vote dans la société qui paie le dividende que celui que la société qui se prévaut des avantages détient dans cette société ; et

h) en ce qui concerne les dividendes, intérêts et redevances provenant d'Espagne et dont une société résidente des États-Unis est bénéficiaire effective, une société résidente d'un État membre de l'Union européenne sera considérée comme satisfaisant aux exigences de la clause i) B) du sous-paragraphe g) du présent paragraphe aux fins d'établissement si ce résident des États-Unis a droit aux avantages prévus par le présent paragraphe si un paiement de dividendes, d'intérêts et de redevances provenant d'Espagne et payé directement à la résidente d'un État membre de l'Union européenne susmentionnée aurait été exonéré d'impôt conformément à toute directive de l'Union européenne, nonobstant le fait que la convention visant à éviter la double imposition entre l'Espagne et cet autre État membre de l'Union européenne prévoirait un taux d'imposition plus élevé en ce qui concerne ce paiement que le taux d'imposition applicable à cette société des États-Unis en vertu des articles 10, 11 et 12 de la présente Convention. »

Article X

Est ajouté à l'article 20 (Pensions, rentes, pensions alimentaires et aliments pour enfants) de la Convention le paragraphe suivant :

« 5. Lorsqu'une personne physique résidente de l'un des États contractants est membre, bénéficiaire ou participante d'un fonds de pension résident de l'autre État contractant, les revenus gagnés par le fonds de pension ne sont imposables comme des revenus de cette personne physique que dans la mesure où, sous réserve des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 20 (Pensions, rentes, pensions alimentaires et aliments pour enfants), ils sont payés à cette personne physique ou à son profit par le fonds de pension (et non transférés à un autre fonds de pension dans cet autre État contractant). »

Article XI

Le paragraphe 3 de l'article 25 (Non-discrimination) de l'Accord est remplacé par le paragraphe suivant :

« 3. Nulle disposition du présent article ne doit s'interpréter comme empêchant un État contractant de percevoir un impôt tel que décrit au paragraphe 8 de l'article 10 (Dividendes). »

Article XII

L'article 26 (Procédure amiable) de la Convention est modifié par l'ajout des nouveaux paragraphes suivants :

« 5. Lorsque, conformément au présent article, une personne a saisi l'autorité compétente de l'État contractant dont elle résidente ou ressortissante au motif que les actes d'un ou des deux États contractants ont entraîné pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, et que les autorités compétentes se sont efforcées, sans y parvenir, de s'entendre sur comment régler ce cas dans les deux ans qui suivent ladite saisie, l'affaire est résolue par voie d'arbitrage mené de la manière prescrite par le présent paragraphe, par le paragraphe 6 du présent article et par les règles ou procédures convenues par les autorités compétentes des États contractants conformément à l'alinéa g) du paragraphe 6 du présent article, si :

a) des déclarations d'impôt ont été déposées auprès d'au moins un des États contractants pour les années d'imposition en cause dans l'affaire ;

b) l'affaire n'est pas un cas particulier dont les deux autorités compétentes des États contractants conviennent, avant la date à laquelle la procédure d'arbitrage aurait autrement commencé, qu'il ne se prête pas à une résolution par voie d'arbitrage;

c) aucune décision concernant cette affaire n'a déjà été rendue par une cour ou un tribunal administratif de l'un ou l'autre des États contractants ;

d) l'affaire ne concerne pas la détermination, en vertu du paragraphe 3 de l'article 4 (Résidence), de la résidence d'une société ; et

e) toutes les conditions d'ouverture d'une procédure d'arbitrage prévues à l'alinéa c) du paragraphe 6 du présent article sont remplies.

6. Aux fins du paragraphe 5 du présent article et du présent paragraphe, les règles et définitions suivantes s'appliquent :

a) le terme « personne concernée » désigne la personne qui saisit une autorité compétente en vertu du présent article et, le cas échéant, toute autre personne dont les obligations fiscales à l'égard d'un État contractant peuvent être directement influencées par un commun accord issu de la procédure ;

b) la « date d'ouverture » d'une affaire est la première date à laquelle les informations nécessaires pour entreprendre l'examen au fond d'une procédure amiable ont été reçues par les deux autorités compétentes ;

c) une procédure d'arbitrage concernant une affaire commence à la plus tardive des dates suivantes :

i) deux ans après la date de début de cette affaire, à moins que les deux autorités compétentes n'aient convenu d'une date différente ;

ii) la date à laquelle la personne qui saisit l'autorité compétente d'un État contractant a présenté à celle-ci une demande écrite de règlement de l'affaire par voie d'arbitrage, cette demande ne pouvant être soumise avant la date déterminée à la clause i) du présent alinéa ;

iii) la date à laquelle toutes les personnes concernées et leurs représentants ou mandataires autorisés conviennent par écrit de ne divulguer à personne d'autre les informations reçues au cours de la procédure d'arbitrage de la part d'un État contractant ou du groupe d'arbitrage, à l'exception de la sentence rendue par celui-ci ; et

iv) la date à laquelle toutes les actions et poursuites judiciaires en instance devant les tribunaux de l'un ou l'autre des États contractants concernant toute question en cause dans l'affaire sont suspendues ou retirées, selon le cas, en vertu du droit de l'État contractant dans lequel ces actions et poursuites judiciaires sont en instance.

d) la sentence du groupe d'arbitrage sur une affaire en emporte résolution d'un commun accord en vertu du présent article et lie les États contractants, à moins que la personne ayant présenté l'affaire ne l'accepte pas ;

e) aux fins d'une procédure d'arbitrage en vertu du paragraphe 5 du présent article et du présent paragraphe, les membres du groupe d'arbitrage et leur personnel sont considérés comme des « personnes ou autorités » auxquelles des renseignements peuvent être communiqués en vertu de l'article 27 (Échange de renseignements et assistance administrative) de la présente Convention ;

f) il est interdit aux autorités compétentes des États contractants de communiquer toute information relative à une procédure d'arbitrage (y compris la sentence du groupe d'arbitrage), sauf dans la mesure permise par leur droit interne et la présente convention. En outre, tous les documents préparés au cours d'une procédure d'arbitrage ou relatifs à celle-ci sont considérés comme des informations échangées entre les États contractants. Tous les membres du groupe d'arbitrage et leur personnel doivent s'engager par écrit, dans des déclarations envoyées à chacune des autorités compétentes des États contractants, à ne communiquer aucune information relative à une procédure d'arbitrage (y compris la sentence du groupe d'arbitrage), ainsi à respecter les dispositions de confidentialité et de non-divulgateur de l'article 27 de la présente convention et des droits internes applicables des États contractants et à être liés par elles. Advenant tout conflit entre ces dispositions, la condition la plus restrictive prévaut. Cette déclaration vise en outre toute confirmation de leur nomination au groupe d'arbitrage ; et

g) les autorités compétentes des États contractants conviendront par écrit, avant la date de commencement de la première procédure d'arbitrage, de délais et de procédures compatibles avec le paragraphe 5 et le présent paragraphe relativement :

i) à la notification de la personne ayant introduit l'affaire de toute décision selon laquelle, aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 5 du présent article, l'affaire ne se prête pas à l'arbitrage, ou selon laquelle, en vertu de la clause i) de l'alinéa c) du paragraphe 6, la date à laquelle une procédure d'arbitrage pourrait commencer doit être modifiée ;

ii) à l'obtention de déclarations de chaque personne concernée, représentant ou mandataire autorisé et membre du groupe d'arbitrage (y compris le personnel de celui-ci) comportant l'engagement de ne communiquer à quiconque tout renseignement obtenu dans le cadre de la procédure d'arbitrage de la part de l'autorité compétente de l'un ou l'autre des États contractants ou du groupe d'arbitrage, à l'exception de la sentence du groupe ;

iii) à la nomination des membres du groupe d'arbitrage ;

iv) à la présentation au groupe d'arbitrage des projets de résolutions, de documents de synthèse et de mémoires en réponse des autorités compétentes des États contractants ;

v) à la présentation au groupe d'arbitrage par la personne ayant introduit l'affaire d'un document exposant son point de vue et son analyse de l'affaire ;

vi) la remise par le groupe d'arbitrage de sa sentence aux autorités compétentes des États contractants ;

vii) à l'acceptation ou au rejet par la personne ayant introduit l'affaire de la sentence du groupe d'arbitrage ; et

viii) à l'adoption par le groupe d'arbitrage de toute procédure supplémentaire nécessaire à la conduite de ses travaux.

Les autorités compétentes des États contractants peuvent convenir par écrit de toutes autres règles et procédures nécessaires à l'application efficace et rapide des dispositions du paragraphe 5 du présent article et du présent paragraphe. »

Article XIII

L'article 27 (Échange de renseignements et assistance administrative) de la Convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 27.Échange de renseignements et assistance administrative

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents aux fins de l'application des dispositions de la présente Convention, ou encore de l'administration et de l'application des droits internes relatifs aux impôts de toute nature et dénomination perçus par un État contractant dans la mesure où ces impôts ne contreviennent pas à la présente Convention. L'échange de renseignements n'est en rien limité par le paragraphe 1 de l'article 1 (Champ d'application) ou par l'article 2 (Impôts visés).

2. Les renseignements reçus en vertu du présent article par un État contractant doivent être tenus secrets de la même manière que ceux obtenus en application du droit interne de cet État ; ils ne doivent être communiqués qu'aux personnes et autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés au paragraphe 1 du présent article, par les procédures et poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts ou par le contrôle de ces fonctions. Ces personnes et autorités ne doivent utiliser ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent néanmoins les révéler au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. L'autorité compétente de l'État contractant qui reçoit des renseignements en vertu des dispositions du présent article peut, avec le consentement écrit de l'État contractant qui les a fournis, les rendre elle aussi disponibles pour qu'ils soient utilisés à d'autres fins autorisées par une convention d'entraide judiciaire en vigueur entre les États contractants qui permet l'échange de renseignements fiscaux.

3. En aucun cas les dispositions des paragraphes précédents ne doivent s'interpréter de manière à imposer à un État contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à son droit et à ses pratiques administratives ou à ceux de l'autre État contractant ;

b) de fournir des renseignements qui ne peuvent être obtenus selon le droit ou la pratique administrative normale de cet État ou de l'autre État contractant ;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel, un procédé commercial ou des informations dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si un État contractant demande des renseignements conformément à cet article, l'autre État contractant doit utiliser les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation que prévoit la phrase précédente est sous réserve des limitations du paragraphe 3 du présent article, mais en aucun cas ces dernières ne peuvent s'interpréter comme permettant à un État contractant de refuser de fournir des renseignements uniquement parce qu'ils ne présentent pas d'intérêt pour lui.

5. Les dispositions du paragraphe 3 du présent article ne peuvent en aucun cas s'interpréter comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce qu'ils sont détenus par une banque, une autre institution financière, un mandataire ou une personne agissant en tant que mandataire ou que fiduciaire, ou encore parce que ces renseignements se rapportent aux droits de propriété de quiconque.

6. Si la demande expresse en est faite par l'autorité compétente d'un État contractant, l'autorité compétente de l'autre État contractant doit fournir, si possible, les renseignements prévus au présent article sous forme de dépositions de témoins et de copies certifiées conformes de documents originaux non édités (y compris les livres, documents, relevés, registres, comptes et autres écrits) dans la même mesure que ces dépositions et documents peuvent être obtenus en vertu du droit et des pratiques administratives de cet autre État contractant en ce qui concerne ses propres impôts.

7. Chacun des États contractants doit s'efforcer de percevoir pour le compte de l'autre État contractant les sommes nécessaires pour que les personnes qui n'ont pas droit aux exonérations ou aux taux d'impôt réduits prévus par la Convention sur les impôts perçus par cet autre État ne se prévalent pas de ces avantages. Le présent paragraphe n'impose pas à un État contractant l'obligation de prendre des mesures administratives qui seraient contraires :

- a) au droit et aux pratiques administratives de l'un ou l'autre des États contractants ; ou
- b) à sa souveraineté, à sa sécurité ou à son ordre public.

8. Les autorités compétentes des États contractants peuvent s'entendre sur les modalités d'application du présent article, notamment dans le souci d'assurer des niveaux d'assistance comparables à chacun des États contractants, mais en aucun cas l'absence d'une telle entente ne libérera un État contractant de ses obligations en vertu du présent article.

Article XIV

1. L'alinéa b) du paragraphe 5 du protocole à la Convention est supprimé, et l'alinéa c) en est renommé alinéa b).

2. Le paragraphe 7 du protocole à la Convention est remplacé par ce qui suit :

« 7. En ce qui concerne l'article 10 (Dividendes) :

a) Dans le cas de l'Espagne :

i) L'alinéa a) du paragraphe 2 ne s'applique pas aux dividendes versés par une entité régie par la Loi 11/2009 du 26 octobre 2009 sur les *Sociedades Anonimas Cotizadas de Inversion en el Mercado Inmobiliario (SOCIMI)* ou les lois qui lui succèdent. L'alinéa b) du paragraphe 2 et le

paragraphe 4 ne s'appliquent à ces dividendes que si le bénéficiaire effectif de ceux-ci détient, directement ou indirectement, au plus 10 % de l'ensemble du capital de la SOCIMI.

ii) L'alinéa a) du paragraphe 2 ne s'applique pas dans le cas du dividende versé par un établissement d'investissement espagnol régi par la Loi 35/2003 du 4 novembre sur les Instituciones de Inversion Colectiva ou les lois qui lui succèdent. Dans ce cas, l'alinéa b) du paragraphe 2 et le paragraphe 4 de s'appliquent à ces dividendes.

b) Dans le cas des États-Unis :

L'alinéa a) du paragraphe 2 ne s'applique pas dans le cas de dividendes payés par une société mutuelle de placement (SMP) (Regulated Investment Company [RIC]) ou une société d'investissements immobiliers cotés (SIIC) (Real Estate Investment Trust [REIT]) des États-Unis. L'alinéa b) du paragraphe 2 et le paragraphe 4 s'appliquent en cas de dividende versé par une SMP. L'alinéa b) du paragraphe 2 et le paragraphe 4 ne s'appliquent en cas de dividende versé par une SIIC que si :

i) le bénéficiaire effectif du dividende est une personne physique ou un fonds de pension détenant une participation ne dépassant pas 10 % dans la SIIC ;

ii) le dividende est versé à l'égard d'une catégorie d'actions cotée en bourse, et son bénéficiaire effectif est une personne détenant une participation ne dépassant pas 5 % de toute catégorie d'actions de la SIIC ;

iii) le bénéficiaire effectif du dividende est une personne détenant une participation d'au plus 10 % dans la SIIC, celle-ci étant par ailleurs diversifiée.

Pour l'application du présent paragraphe, une SIIC est « diversifiée » si aucun de ses intérêts dans un bien immobilier ne représente plus de 10 % de la valeur globale de ses intérêts immobiliers. Les intérêts dans les biens saisis ne sont pas considérés dans l'application du présent article. De plus, la SIIC qui détient une participation dans une société de personnes est traitée comme détenant directement, dans les biens immobiliers dans lequel la société de personnes détient un intérêt, un intérêt correspondant à sa participation dans cette dernière. »

3. Le paragraphe 8 du protocole à la Convention est remplacé par le paragraphe suivant :

« 8. En ce qui concerne l'article 11 (Intérêts) :

Aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 2, le terme « real estate mortgage investment conduit » (« société relais de placements immobiliers hypothécaires » ; REMIC) désigne une entité qui a fait le choix d'être traitée comme une REMIC en vertu de la section 860D de l'Internal Revenue Code des États-Unis. »

4. L'alinéa c) du paragraphe 10 du protocole à la Convention est supprimé.

5. Le paragraphe 11 du protocole à la Convention est remplacé par le texte suivant :

« Paragraphe 11 (supprimé) ».

6. Le paragraphe 12 du protocole à la Convention est remplacé par le texte suivant :

« Paragraphe 12 (supprimé) ».

7. Le paragraphe 13 du protocole à la Convention est amendé par la suppression des mots « exonéré d'impôt » et le remplacement des mots « paragraphe 1 d) » par les mots « disposition ii) de l'alinéa d) du paragraphe 2 ».

8. Le paragraphe 18 du protocole à la Convention est remplacé par le paragraphe suivant :

« 18. En référence aux paragraphes 1 et 5 de l'article 26 (Procédure amiable)

L'expression « première notification » désigne, dans le cas des États-Unis, l'avis de redressement proposé et, dans le cas de l'Espagne, la notification de l'acte administratif d'imposition. En ce qui concerne les impôts à la source, la « première notification » désigne, pour les deux États contractants, la date à laquelle l'impôt est retenu ou payé. En outre, aux fins du paragraphe 5, il est entendu que la mesure prise par l'un des États contractants qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention doit comprendre un avis de redressement proposé, une notification de l'acte administratif d'imposition ou, dans le cas des impôts à la source, un paiement ou une retenue d'impôt. »

9. Le paragraphe 19 du protocole à la Convention est remplacé par le suivant :

« Paragraphe 19 (supprimé). »

10. Le Protocole à la Convention est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« 21. En référence aux paragraphes 5 et 6 de l'article 26 (Procédure amiable) de la Convention :

a) Le groupe d'arbitrage est composé de trois personnes physiques. Ces membres ne doivent pas être employés par l'administration fiscale, le Département du Trésor ou le Ministère des finances de l'État contractant qui les nomme, ni ne l'avoir été au cours des douze mois précédant la procédure d'arbitrage. Chaque autorité compétente des États contractants sélectionne un membre du groupe d'arbitrage, et les deux membres ainsi sélectionnés choisissent le troisième membre, qui assume la présidence du groupe d'arbitrage. Si les membres sélectionnés par les autorités compétentes des États contractants ne parviennent pas à s'entendre sur le troisième membre, leur nomination est révoquée ; chaque autorité compétente des États contractants doit alors sélectionner un nouveau membre. Le président ne doit pas être un ressortissant, un citoyen ou un résident permanent licite de l'un des États contractants.

b) La procédure d'arbitrage et la procédure amiable concernant une affaire prennent fin si, à tout moment précédent la remise par le groupe d'arbitrage d'une sentence aux autorités compétentes des États contractants :

i) ces dernières parviennent à un accord mutuel pour résoudre l'affaire ;

ii) la personne ayant présenté l'affaire retire sa demande d'arbitrage ;

iii) toute personne concernée, ou l'un de ses représentants ou mandataires, viole délibérément la déclaration écrite de non-divulgence visée à la disposition iii) du sous-alinéa c) du paragraphe 6, violation dont les autorités compétentes des deux États contractants conviennent qu'elle doit entraîner la fin de la procédure d'arbitrage ;

iv) toute personne concernée intente une action en justice ou une poursuite devant les tribunaux d'un État contractant concernant toute question en jeu dans l'affaire, à moins que cette action ou poursuite ne soit suspendue conformément aux lois applicables de l'État contractant.

c) Les autorités compétentes des États contractants sont autorisées à présenter une proposition de résolution portant sur chaque ajustement ou question similaire soulevés dans l'affaire. Ces propositions doivent permettre de résoudre l'affaire dans son ensemble ainsi que refléter, sans modification, tous les points sur lesquels s'étaient préalablement entendues les autorités compétentes des États contractants. Elles doivent en outre se limiter à la disposition de sommes d'argent particulières (revenus, bénéfices, gains, dépenses) ou, lorsque cela est précisé, l'impôt maximal prélevé en vertu de la Convention pour chaque ajustement ou question similaire de l'affaire. Les autorités compétentes des États contractants sont également autorisées à présenter un exposé de position au groupe d'arbitrage.

d) Nonobstant les dispositions précédentes du présent paragraphe, il est entendu que, dans le cas d'une procédure d'arbitrage concernant :

i) les obligations fiscales d'une personne physique sur l'État de résidence de laquelle les autorités compétentes ne s'entendent pas ;

ii) l'imposition des bénéficiaires commerciaux d'une entreprise à l'égard de laquelle les autorités compétentes ne s'entendent pas sur l'existence d'un établissement stable ;

iii) d'autres questions dont le règlement dépend de celui de questions liminaires similaires ;

les autorités compétentes des États contractants peuvent présenter des propositions de résolution traitant séparément des questions liminaires pertinentes telles que décrites dans la disposition i), ii) ou iii) ci-dessus (p. ex. la question de savoir si un établissement stable existe) et des déterminations qui dépendent de leur règlement (p. ex. le calcul des bénéfices attribuables à cet établissement stable).

e) Lorsqu'une procédure d'arbitrage porte sur une affaire comprenant de multiples ajustements ou questions similaires dont l'ensemble nécessite l'établissement de sommes d'argent particulières (revenus, bénéfices, gains, dépenses) ou, lorsque cela est précisé, de l'impôt maximal prélevé conformément à la Convention, la résolution proposée peut suggérer une décision distincte pour chaque ajustement ou question similaire.

f) Chacune des autorités compétentes des États contractants reçoit la proposition de résolution et l'exposé de l'autre et peut présenter un mémoire en réponse au groupe d'arbitrage. Chacune reçoit également le mémoire en réponse de l'autre.

g) La personne ayant présenté l'affaire peut présenter au groupe d'arbitrage un document exposant son analyse et son point de vue sur celle-ci. Ce document ne doit toutefois pas comprendre d'informations qui n'ont pas été fournies au préalable aux autorités compétentes lors de la procédure amiable, et il est mis à la disposition des autorités compétentes des deux États contractants.

h) Le groupe d'arbitrage remet une sentence écrite aux autorités compétentes des États contractants. Cette sentence se limite à l'une des propositions de résolution de l'affaire soumises par l'une des autorités compétentes pour chaque ajustement ou question similaire et toute question préliminaire, et elle ne comprend aucune justification ou autre explication. La sentence du groupe d'arbitrage n'a pas valeur de précédent en ce qui concerne l'application de la Convention.

i) À moins que les autorités compétentes des deux États contractants ne conviennent d'un délai plus long, la personne ayant présenté l'affaire dispose de 45 jours après la réception de la sentence du groupe d'arbitrage pour aviser par écrit de son acceptation de celle-ci l'autorité compétente de l'État contractant auquel l'affaire a été présentée, à défaut de quoi la sentence est considérée comme non acceptée. En outre, si l'affaire est en instance de litige ou d'appel, la sentence

sera considérée comme non acceptée par la personne ayant présenté l'affaire si une personne concernée qui est partie au litige ou à l'appel ne soustrait pas à l'examen du tribunal ou du tribunal administratif saisi, dans le délai imparti ci-dessus, les questions tranchées par la procédure arbitrale. Si la décision du groupe d'arbitrage n'est pas acceptée, l'affaire ne pourra plus être examinée par les autorités compétentes.

j) Les honoraires et les dépenses des membres du groupe d'arbitrage, ainsi que l'ensemble des frais encourus par les États contractants dans le cadre de la procédure d'arbitrage, sont répartis équitablement par les autorités compétentes des États contractants. »

Article XV

1. Les Gouvernements des États contractants s'avisent l'un l'autre, par voie diplomatique, de l'accomplissement des procédures internes requises par chacun de ces États pour l'entrée en vigueur du présent protocole.

2. Le présent protocole entre en vigueur trois mois après la date de la dernière des notes visées au paragraphe 1, et ses dispositions prennent effet :

a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source sur les montants versés ou crédités, à la date d'entrée en vigueur du protocole ou après celle-ci ;

b) en ce qui concerne les impôts établis quant à une période imposable, pour les périodes imposables commençant à la date d'entrée en vigueur du protocole ou après celle-ci ;

c) dans tous les autres cas, à la date d'entrée en vigueur de la Convention ou après celle-ci.

3. Nonobstant le paragraphe 2, les dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 26 (Procédure amiable) de la Convention, telle que modifiée par le présent Protocole, n'ont pas effet à l'égard des affaires en cours d'examen par les autorités compétentes des États contractants à la date d'entrée en vigueur du présent protocole. En ce qui concerne les affaires dont l'examen par les autorités compétences commence après la date d'entrée en vigueur du présent protocole, les dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 26 de la Convention, telles que modifiées par les présentes, prendront effet à la date à laquelle les autorités compétentes conviendront par écrit d'un mode d'application conformément à l'alinéa g) du paragraphe 6 de l'article 26. Pour les affaires dont l'examen par les autorités compétentes des États contractants commence après l'entrée en vigueur du présent protocole, mais avant que ces dispositions ne prennent effet, la date d'entrée en vigueur sera celle à laquelle les autorités compétentes conviendront par écrit du mode d'application.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

FAIT en double exemplaire à Madrid, le 14 janvier 2013, en langues espagnole et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume d'Espagne :

Le Ministre des finances et des administrations publiques

CRISTOBAL MONTORO ROMERO

Pour les 'Etats-Unis d'Amérique :

L'Ambassadeur en Espagne

ALAN D. SOLOMONT

PROTOCOLE D'ACCORD

Lors de la signature aujourd'hui du protocole (ci-après dénommé le « Protocole de 2013 ») modifiant la Convention entre le Royaume d'Espagne et les États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et son protocole, signés à Madrid le 22 février 1990 (ci-après dénommés la « Convention »), l'Espagne et les États-Unis d'Amérique sont convenus de ce qui suit :

1. En ce qui concerne le paragraphe 6 de l'article 1 (Champ d'application) de la Convention, tel que modifié par le Protocole de 2013, il est entendu que le paragraphe 6 de l'article 1 a pour objet d'identifier la personne qui tire un élément de revenu, de profit ou de gain versé à une entité fiscalement transparente aux fins de l'application de la Convention à cette première personne. En vertu du paragraphe 6 de l'article 1, une personne est considérée comme tirant un élément de revenu, de bénéfice ou de gain versé à une entité fiscalement transparente selon le droit de l'un ou l'autre des États contractants dans la mesure où cet élément de revenu, de bénéfice ou de gain est considéré, aux fins du droit fiscal de l'État contractant dont la personne est résidente, comme le revenu, le bénéfice ou le gain d'un résident. Pour se prévaloir des avantages de la Convention en ce qui concerne l'élément de revenu, cette personne doit satisfaire à toutes les exigences applicables établies dans la Convention, y compris celles que prévoit par ailleurs l'article 1, celles relatives à la résidence prévues à l'article 4 (Résidence), celles relatives à la propriété effective et celles qu'établit l'article 17 (Limitation des avantages), et l'entité fiscalement transparente par l'intermédiaire de laquelle l'élément de revenu a été versé doit être constituée ou organisée dans l'un ou l'autre des États contractants, ou encore dans un État qui a conclu un accord prévoyant l'échange de renseignements en matière fiscale avec l'État contractant d'où provient le revenu, le bénéfice ou le gain.

2. En référence au paragraphe 3 du protocole à la Convention, les États contractants s'engagent à entamer des discussions dès que possible, mais au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du Protocole de 2013, au sujet de la conclusion d'un accord approprié pour éviter la double imposition des investissements entre Porto Rico et l'Espagne.

3. En référence à l'alinéa j) du paragraphe 1 de l'article 3 (Définitions générales) de la Convention, tel qu'amendé par le Protocole de 2013 :

a) Dans le cas des États-Unis, le terme « fonds de pension » s'entend notamment de ce qui suit : une fiducie offrant des prestations de pension ou de retraite en vertu d'un régime de pension qualifié de la section 401a) de l'Internal Revenue Code (y compris un régime de la section 401k) du Code), un régime de participation aux bénéficiaires ou de primes en actions, un régime de rente qualifié de la section 403a) du Code, un régime de la section 403b) du Code, une fiducie qui est un compte de retraite individuel en vertu de la section 408 du Code, un compte de retraite individuel Roth en vertu de la section 408A du Code, ou un compte de retraite simple en vertu de la section 408p) du Code, une fiducie offrant des prestations de pension ou de retraite en vertu d'un régime de retraite simplifié pour les employés en vertu de la section 408k) du Code, une fiducie décrite à la section 457g) offrant des prestations de pension ou de retraite en vertu d'un régime de la section 457b) du Code, et le Thrift Savings Fund (section 7701j)). Un trust de groupe décrit dans le Revenue Ruling 81-100, tel que modifié par le Revenue Ruling 2004-67 et le Revenue Ruling 2011-1, ne peut être considéré comme un fonds de pension que si chaque participant est un

fonds de pension pouvant lui-même se prévaloir des avantages de la Convention en tant que résident des États-Unis.

b) Dans le cas de l'Espagne, le terme « fonds de pension » s'entend notamment de ce qui suit :

i) tout fonds régi par le texte modifié de la Loi sur les plans et fonds de pension (Texto refundido de la Ley sobre fondos y planes de pensiones), adopté par le Décret royal législatif 1/2002 du 29 novembre.

ii) toute entité définie à l'article 64 du texte modifié de la Loi sur la réglementation et la surveillance des assurances privées (Texto refundido de la Ley de ordenación y supervisión de los seguros privados) adopté par le Décret royal législatif 6/2004 du 29 octobre, sous réserve que, dans le cas des fonds communs de placement, tous les participants soient des employés ; que les promoteurs et les partenaires de parrainage soient des sociétés, des institutions ou des entrepreneurs individuels auxquels les salariés sont associés ; et que les prestations découlent exclusivement de l'accord de protection sociale conclu entre les deux parties, ainsi que toute autre entité comparable réglementée dans le cadre des subdivisions politiques (Comunidades Autonomas) ; et

iii) les compagnies d'assurance régies par le texte modifié de la Loi sur la réglementation et le contrôle des assurances privées, adopté par le Décret royal législatif 6/2004 du 29 octobre 2004, et dont l'activité consiste à couvrir les risques prévus par le texte modifié de la Loi sur les fonds de pension et les régimes de retraite.

4. En ce qui concerne l'article 4 (Résidence) de la Convention, il est entendu que les principes du paragraphe 8.6 des Commentaires sur le Modèle de Convention fiscale de l'OCDE de juillet 2010 s'appliquent aux fins de la détermination de la résidence des fonds de pension et des organismes établis et maintenus dans un État exclusivement à des fins religieuses, charitables, scientifiques, artistiques, culturelles ou éducatives.

5. En référence à l'article 17 (Limitation des avantages) de la Convention, tel que modifié par le Protocole de 2013, il est entendu qu'une personne est considérée comme liée à une autre si l'une d'elles participe directement ou indirectement à la gestion, au contrôle ou au capital de l'autre, ou si les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion, au contrôle ou au capital des deux.

Le présent protocole d'accord entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole de 2013.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole d'accord.

FAIT à Madrid en double exemplaire, le 14 janvier 2013, en langues espagnole et anglaise, chaque texte faisant également foi.

Pour le Royaume d'Espagne :
Le Ministre des finances et des administrations publiques
CRISTOBAL MONTORO ROMERO

Pour les États-Unis d'Amérique :
L'Ambassadeur en Espagne

ALAN D. SOLOMONT

II

EMBASSY OF SPAIN

Note verbale

No. 10

The Embassy of Spain presents its compliments to the Department of State and refers to the note issued by the Department of State on 23 July 2013, in Washington, concerning the correction of errors contained in the Protocol amending the Convention between the Kingdom of Spain and the United States of America for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, and its Protocol signed at Madrid on 22 February 1990, and the related Memorandum of Understanding, both signed at Madrid on 14 January 2013, which translated reads as follows:

The Embassy hereby expresses the concurrence of Spain with the proposals contained in closing paragraphs I, II and III of the aforementioned note which, as indicated in those paragraphs, shall constitute, together with this note of reply, a correction of the United States' Spanish language text of the Protocol signed on 14 January 2013 and of the Spanish and English language texts of the Memorandum of Understanding signed on the same date and shall become part of the original versions thereof.

The Embassy of Spain takes this opportunity to convey to the Department of State the renewed assurances of its highest consideration.

Washington, 31 January 2014

Department of State
Spanish Desk

II

AMBASSADE D'ESPAGNE

Note verbale

No 10

L'Ambassade d'Espagne présente ses compliments au Département d'État et se réfère à la note émise par ce dernier le 23 juillet 2013, à Washington, concernant la correction d'erreurs figurant dans le Protocole modifiant la Convention entre le Royaume d'Espagne et les États-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et son protocole signé à Madrid le 22 février 1990, ainsi que le Mémorandum d'accord y afférent, tous deux signés à Madrid le 14 janvier 2013, dont la traduction se lit comme suit :

L'Ambassade exprime par la présente l'agrément de l'Espagne avec les propositions contenues dans les paragraphes de clôture I, II et III de la note susmentionnée qui, comme indiqué dans lesdits paragraphes, constitue, avec la présente note de réponse, une correction du texte en langue espagnole des États-Unis du Protocole signé le 14 janvier 2013 et des textes en langues espagnole et anglaise du Mémorandum d'accord signé à la même date, et sont intégrées aux versions originales de ces textes.

L'Ambassade d'Espagne saisit cette occasion pour renouveler au Département d'État l'assurance de sa très haute considération.

Washington, le 31 janvier 2014

Département d'État
Bureau espagnol

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

PROTOCOL
Amending the Convention Between
the Kingdom of Spain and the United States of America for the Avoidance of
Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes
on Income, and its Protocol signed at Madrid, on February 22, 1990.

The Kingdom of Spain and the United States of America,

Desiring to amend the Convention between the Kingdom of Spain and
the United States of America for the Avoidance of Double Taxation and the
Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income, and its
Protocol, signed at Madrid on February 22, 1990 (hereinafter the
“Convention”),

Have agreed as follows:

Article I

The following new paragraphs shall be added to Article 1 (General Scope) of
the Convention:

- “5. (a) Notwithstanding the provisions of subparagraph (b) of paragraph
2 of this Article:
- (i) for purposes of paragraph 3 of Article XXII (Consultation)
of the General Agreement on Trade in Services, the Contracting
States agree that any question arising as to the interpretation or
application of this Convention and, in particular, whether a
taxation measure is within the scope of this Convention, shall be
determined exclusively in accordance with the provisions of
Article 26 (Mutual Agreement Procedure) of this Convention;
and
 - (ii) the provisions of Article XVII of the General Agreement
on Trade in Services shall not apply to a taxation measure unless
the competent authorities agree that the measure is not within the
scope of Article 25 (Non-Discrimination) of this Convention.

(b) For the purposes of this paragraph, a “measure” is a law, regulation, rule, procedure, decision, administrative action, or any similar provision or action.

6. For purposes of applying this Convention, an item of income, profit or gain derived through an entity that is fiscally transparent under the laws of either Contracting State, and that is formed or organized:

(a) in either Contracting State, or;

(b) in a state that has an agreement in force containing a provision for the exchange of information on tax matters with the Contracting State from which the income, profit, or gain is derived,

shall be considered to be derived by a resident of a Contracting State to the extent that the item is treated for purposes of the taxation law of such Contracting State as the income, profit or gain of a resident.”

Article II

1. Paragraph 1 of Article 3 (General Definitions) of the Convention shall be amended by adding the following:

“(j) the term “pension fund” means:

(i) in Spain, any scheme, fund, mutual benefit institution or other entity established in Spain:

(A) which is operated principally to manage the right of its beneficiaries to receive income or capital upon retirement, survivorship, widowhood, orphanhood, or disability; and

(B) contributions to which are deductible from the taxable base of personal taxes;

(ii) in the United States, any person established in the United States that is generally exempt from income taxation in the United States, and operated principally either:

(A) to administer or provide pension or retirement benefits; or

(B) to earn income principally for the benefit of one or more persons established in the United States that are generally exempt from income taxation in the United States and are operated principally to administer or provide pension or retirement benefits.”

2. Paragraph 2 of Article 3 (General Definitions) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“2. As regards the application of this Convention at any time by a Contracting State any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, and subject to the provisions of Article 26 (Mutual Agreement Procedure), have the meaning which it has under the laws of that State concerning the taxes to which this Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.”

Article III

Paragraph 3 of Article 5 (Permanent Establishment) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“3. A building site or construction or installation project or an installation or drilling rig or ship used for the exploration of natural resources, constitutes a permanent establishment only if it lasts or the exploration activity continues for more than twelve months.”

Article IV

Article 10 (Dividends) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 10
Dividends”

1. Dividends paid by a company that is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, except as otherwise provided, the tax so charged shall not exceed:
 - (a) 5 percent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company that owns directly at least 10 percent of the voting stock of the company paying the dividends;
 - (b) 15 percent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, such dividends shall not be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident if the beneficial owner is a company that is a resident of the other Contracting State that has owned, directly or indirectly through one or more residents of either Contracting State, shares representing 80 percent or more of the voting stock in the company paying the dividends for a 12-month period ending on the date on which entitlement to the dividends is determined and:
 - (a) satisfies the conditions of paragraph 2 (c) of Article 17 (Limitation on Benefits);
 - (b) satisfies the conditions of paragraph 2 (e) of Article 17, provided that the company satisfies the conditions described in paragraph 4 of that Article with respect to the dividends;
 - (c) is entitled to the benefits of this Convention with respect to the dividends under paragraph 3 of Article 17; or

(d) has received a determination pursuant to paragraph 7 of Article 17 with respect to this paragraph.

4. Notwithstanding paragraph 2, dividends shall not be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident if:

(a) the beneficial owner of the dividends is a pension fund that is a resident of the other Contracting State and is generally exempt from tax or subject to a zero rate of tax; and

(b) such dividends are not derived from the carrying on of a trade or business by the pension fund or through an associated enterprise.

5. The term “dividends” as used in this Article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income that is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

6. The provisions of paragraphs 1 through 4 of this Article shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on or has carried on a business in the other Contracting State, of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs or has performed in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 15 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

7. A Contracting State may not impose any tax on dividends paid by a company resident of the other Contracting State, except insofar as the dividends are paid to a resident of the first-mentioned Contracting State or the dividends are effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that Contracting State, nor may it impose tax on a company’s undistributed profits, except as provided in paragraph 8 of this Article, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in that Contracting State.

8. A company that is a resident of one of the Contracting States and that has a permanent establishment in the other Contracting State or that is subject to tax in the other Contracting State on a net basis on its income that may be taxed in the other Contracting State under Article 6 (Income from Real Property (Immovable Property)) or under paragraph 1 of Article 13 (Capital Gains) may be subject in that other Contracting State to a tax in addition to the tax allowable under the other provisions of this Convention. Such tax, however, may be imposed only on the portion of the business profits of the company attributable to the permanent establishment and the portion of the income that is subject to tax under Article 6 or under paragraph 1 of Article 13 that, in the case of the United States, represents the dividend equivalent amount of such profits or income and, in the case of Spain, represents the amount of income (*Imposición Complementaria*) determined under the Spanish Non Residents Income Tax regulated by the Amended Text of Non Residents Income Tax Law, passed by Legislative Royal Decree 5/2004 of 5th March, as it may be amended from time to time.

9. The tax referred to in paragraph 8 of this Article shall not be imposed at a rate exceeding the rate specified in subparagraph (a) of paragraph 2 of this Article. In any case, it shall not be imposed on a company that:

- (a) satisfies the conditions of paragraph 2 (c) of Article 17;
- (b) satisfies the conditions of paragraph 2 (e) of Article 17, provided that the company satisfies the conditions described in paragraph 4 of that Article with respect to an item of income, profit or gain described in paragraph 8 of this Article;
- (c) is entitled under paragraph 3 of Article 17 to benefits with respect to an item of income, profit or gain described in paragraph 8 of this Article; or
- (d) has received a determination pursuant to paragraph 7 of Article 17 with respect to this paragraph.”

Article V

Article 11 (Interest) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article:
 - (a) interest arising in the United States that is contingent interest of a type that does not qualify as portfolio interest under United States law may be taxed by the United States but, if the beneficial owner of the interest is a resident of Spain, the interest may be taxed at a rate not exceeding 10 percent of the gross amount of the interest; and
 - (b) interest that is an excess inclusion with respect to a residual interest in a real estate mortgage investment conduit may be taxed by the United States in accordance with its domestic law.
3. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, and all other income that is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the taxation laws of the Contracting State in which the income arises. Income dealt with in Article 10 (Dividends) and penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on or has carried on business in the other Contracting State, in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs or has performed in that other Contracting State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 15 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that Contracting State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.”

Article VI

Article 12 (Royalties) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 12 Royalties”

1. Royalties arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

2. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic, scientific or other work (including cinematographic films, and films and recordings for radio or television broadcasting), any patent, trademark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs or has performed in that other State independent

personal services from a fixed base situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case, the provisions of Article 7 (Business Profits) or Article 15 (Independent Personal Services), as the case may be, shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.”

Article VII

1. Article 13 (Capital Gains) of the Convention shall be amended by deleting paragraph 4 and replacing it by the following:

“4. Gains from the alienation of shares or other rights, which directly or indirectly entitle the owner of such shares or rights to the enjoyment of immovable property situated in a Contracting State, may be taxed in that Contracting State.”

2. Paragraphs 6 and 7 of Article 13 (Capital Gains) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“6. Gains from the alienation of any property other than property referred to in paragraphs 1 through 5 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.”

Article VIII

Article 14 (Branch Tax) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 14 (Branch Tax) (Deleted)”.

Article IX

Article 17 (Limitation on Benefits) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 17
Limitation on Benefits

1. Except as otherwise provided in this Article, a resident of a Contracting State shall not be entitled to the benefits of this Convention otherwise accorded to residents of a Contracting State unless such resident is a "qualified person" as defined in paragraph 2 of this Article.

2. A resident of a Contracting State shall be a qualified person for a taxable year if the resident is:

- (a) an individual;
- (b) a Contracting State, or a political subdivision or local authority thereof or wholly-owned instrumentality thereof;
- (c) a company, if:
 - (i) the principal class of its shares (and any disproportionate class of shares) is regularly traded on one or more recognized stock exchanges, and either:
 - (A) its principal class of shares is primarily traded on one or more recognized stock exchanges located in the Contracting State of which the company is a resident (or, in the case of a company resident in Spain, on a recognized stock exchange located within the European Union or, in the case of a company resident in the United States, on a recognized stock exchange located in another state that is a party to the North American Free Trade Agreement); or
 - (B) the company's primary place of management and control is in the Contracting State of which it is a resident; or

- (ii) at least 50 percent of the aggregate vote and value of the shares (and at least 50 percent of any disproportionate class of shares) in the company is owned directly or indirectly by five or fewer companies entitled to benefits under clause (i) of this subparagraph, provided that, in the case of indirect ownership, each intermediate owner is a resident of either Contracting State;
- (d) a person other than an individual that is:
 - (i) established and maintained in that Contracting State exclusively for religious, charitable, scientific, artistic, cultural, or educational purposes, notwithstanding that all or part of its income or gains may be exempt from tax under the domestic law of that Contracting State; or
 - (ii) described in subparagraph (j) of paragraph 1 of Article 3 (General Definitions), provided that:
 - (A) in Spain, in the case of a person described in clause (i) of subparagraph (j) of paragraph 1 of Article 3, and in the United States, in the case of a person described in clause (ii) (A) of subparagraph (j) of paragraph 1 of Article 3, more than 50 percent of the person's beneficiaries, members or participants are individuals resident in either Contracting State; and
 - (B) in the United States, in the case of a person described in clause (ii) (B) of subparagraph (j) of paragraph 1 of Article 3, all of the persons for which such person earns the income satisfy the requirements of clause (A) of this subparagraph;
- (e) a person other than an individual, if:
 - (i) on at least half the days of the taxable year, persons who are residents of that Contracting State and that are entitled to the benefits of this Convention under subparagraph (a), subparagraph (b), clause (i) of subparagraph (c), or subparagraph (d) of this paragraph own, directly or indirectly, shares or other beneficial

interests representing at least 50 percent of the aggregate voting power and value (and at least 50 percent of any disproportionate class of shares) of the person, provided that, in the case of indirect ownership, each intermediate owner is a resident of that Contracting State, and

(ii) less than 50 percent of the person's gross income for the taxable year, is paid or accrued, directly or indirectly, to persons who are not residents of either Contracting State entitled to the benefits of this Convention under subparagraph (a), subparagraph (b), clause (i) of subparagraph (c), or subparagraph (d) of this paragraph in the form of payments that are deductible for purposes of the taxes covered by this Convention in the person's State of residence. For purposes of the foregoing, such deductible payments do not include arm's length payments in the ordinary course of business for services or tangible property and payments in respect of financial obligations to a bank that is not related to the payor.

3. A company that is a resident of a Contracting State shall also be entitled to the benefits of this Convention if:

(a) at least 95 percent of the aggregate voting power and value of its shares (and at least 50 percent of any disproportionate class of shares) is owned, directly or indirectly, by seven or fewer persons that are equivalent beneficiaries, provided that in the case of indirect ownership, each intermediate owner is a resident of a member state of the European Union or any party to the North American Free Trade Agreement; and

(b) less than 50 percent of the company's gross income, as determined in the company's State of residence, for the taxable year is paid or accrued, directly or indirectly, to persons who are not equivalent beneficiaries, in the form of payments (but not including arm's length payments in the ordinary course of business for services or tangible property and payments in respect of financial obligations to a bank that is not related to the payor), that are deductible for the purposes of the taxes covered by this Convention in the company's State of residence.

4.
 - (a) A resident of a Contracting State will be entitled to benefits of the Convention with respect to an item of income derived from the other State, regardless of whether the resident is a qualified person, if the resident is engaged in the active conduct of a trade or business in the first-mentioned State (other than the business of making or managing investments for the resident's own account, unless these activities are banking, insurance or securities activities carried on by a bank, insurance company or registered securities dealer), and the income derived from the other Contracting State is derived in connection with, or is incidental to, that trade or business.
 - (b) If a resident of a Contracting State derives an item of income from a trade or business activity conducted by that resident in the other Contracting State, or derives an item of income arising in the other Contracting State from a related person, the conditions described in subparagraph (a) shall be considered to be satisfied with respect to such item only if the trade or business activity carried on by the resident in the first-mentioned Contracting State is substantial in relation to the trade or business activity carried on by such resident or related person in the other Contracting State. Whether a trade or business activity is substantial for the purposes of this paragraph will be determined based on all the facts and circumstances.
 - (c) For purposes of applying this paragraph, activities conducted by persons connected to a person shall be deemed to be conducted by such person. A person shall be connected to another if one possesses at least 50 percent of the beneficial interest in the other (or, in the case of a company, at least 50 percent of the aggregate vote and value of the company's shares or of the beneficial equity interest in the company) or another person possesses at least 50 percent of the beneficial interest (or, in the case of a company, at least 50 percent of the aggregate vote and value of the company's shares or of the beneficial equity interest in the company) in each person. In any case, a person shall be considered to be connected to another if, based on all the relevant facts and circumstances, one has control of the other or both are under the control of the same person or persons.
5. A person that is a resident of a Contracting State shall also be entitled to all the benefits of this Convention otherwise accorded to residents of a

Contracting State if that person functions as a headquarters company for a multinational corporate group and that resident satisfies any other specified conditions for the obtaining of such benefits other than those of this Article. A person shall be considered a headquarters company for this purpose only if:

- (a) it provides a substantial portion of the overall supervision and administration of the group, which may include, but cannot be principally, group financing;
- (b) the corporate group consists of corporations resident in, and engaged in an active business in, at least five countries, and the business activities carried on in each of the five countries (or five groupings of countries) generate at least 10 percent of the gross income of the group;
- (c) the business activities carried on in any one country other than the Contracting State of residence of the headquarters company generate less than 50 percent of the gross income of the group;
- (d) no more than 25 percent of its gross income is derived from the other Contracting State;
- (e) it has, and exercises, independent discretionary authority to carry out the functions referred to in subparagraph (a);
- (f) it is subject to the same income taxation rules in its State of residence as persons described in paragraph 4; and
- (g) the income derived in the other Contracting State either is derived in connection with, or is incidental to, the active business referred to in subparagraph (b).

If the gross income requirements of subparagraphs (b), (c), or (d) of this paragraph are not fulfilled, they will be deemed to be fulfilled if the required ratios are met when averaging the gross income of the preceding four years.

6. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, where an enterprise of a Contracting State derives income from the other Contracting State, and that income is attributable to a permanent establishment which that enterprise has in a third state, the tax benefits that would otherwise apply under the other provisions of the Convention will not apply to that income if

the profits of that permanent establishment are subject to a combined aggregate effective rate of tax in the first-mentioned Contracting State and third state that is less than 60 percent of the general rate of company tax applicable in the first-mentioned Contracting State. Any dividends, interest or royalties to which the provisions of this paragraph apply shall be subject to tax in the other Contracting State at a rate that shall not exceed 15 percent of the gross amount thereof. Any other income to which the provisions of this paragraph apply shall be subject to tax under the provisions of the domestic law of the other Contracting State, notwithstanding any other provision of the Convention. The provisions of this paragraph shall not apply if:

(a) in the case of royalties, the royalties are received as compensation for the use of, or the right to use, intangible property produced or developed by the permanent establishment; or

(b) in the case of any other income, the income derived from the other Contracting State is derived in connection with, or is incidental to, the active conduct of a trade or business carried on by the permanent establishment in the third state (other than the business of making, managing or simply holding investments for the enterprise's own account, unless these activities are banking or securities activities carried on by a bank or registered securities dealer).

7. If a resident of a Contracting State is not a qualified person pursuant to paragraph 2 of this Article, nor entitled to the benefits of this Convention under paragraphs 3 or 5 of this Article, nor entitled to benefits with respect to an item of income under paragraph 4 of this Article, the competent authority of the other Contracting State may grant the benefits of this Convention, or benefits with respect to a specific item of income, to the resident of the first-mentioned Contracting State, if such grant of benefits is justified based on an evaluation of the extent to which such resident satisfies the requirements of paragraphs 2, 3, 4 or 5 of this Article and after considering the opinion, if any, of the competent authority of the first-mentioned Contracting State as to whether under the circumstances it would be appropriate to grant such benefits.

8. For purposes of this Article:

(a) the term "recognized stock exchange" means:

(i) the NASDAQ System and any stock exchange registered with the U.S. Securities and Exchange Commission as a national securities exchange under the U.S. Securities Exchange Act of 1934;

(ii) any Spanish stock exchange controlled by the “*Comisión Nacional del Mercado de Valores*”;

(iii) the principal stock exchanges of Stuttgart, Hamburg, Dusseldorf, Frankfurt, Berlin, Hannover, Munich, London, Amsterdam, Milan, Budapest, Lisbon, Toronto, Mexico City and Buenos Aires; and

(iv) any other stock exchange agreed upon by the competent authorities;

(b) the term “principal class of shares” means the ordinary or common shares of the company, provided that such class of shares represents the majority of the voting power and value of the company. If no single class of ordinary or common shares represents the majority of the aggregate voting power and value of the company, the “principal class of shares” are those classes that in the aggregate represent a majority of the aggregate voting power and value of the company;

(c) the term “disproportionate class of shares” means any class of shares of a company resident in one of the Contracting States that entitles the shareholder to disproportionately higher participation through dividends, redemption payments or otherwise, in the earnings generated in the other Contracting State by particular assets or activities of the company;

(d) a company’s “primary place of management and control” will be in the Contracting State of which it is a resident only if executive officers and senior management employees exercise day-to-day responsibility for more of the strategic, financial and operational policy decision making for the company (including its direct and indirect subsidiaries, if any) in that Contracting State than in any other state and the staff of such persons conduct more of the day-to-day activities necessary for preparing and making those decisions in that Contracting State than in any other state;

- (e) the term "shares" includes depository receipts thereof;
- (f) the term "gross income" means gross receipts, determined in the person's Contracting State of residence, or where the person is engaged in a business which includes the manufacture, production or sale of goods, such gross receipts reduced by the direct costs of labor and materials attributable to such manufacture or production, or cost of goods purchased for resale;
- (g) the term "equivalent beneficiary" means a resident of a member state of the European Union or of a party to the North American Free Trade Agreement, but only if that resident:
 - (i)
 - (A) would be entitled to all the benefits of a comprehensive convention for the avoidance of double taxation between any member state of the European Union or any party to the North American Free Trade Agreement and the State from which the benefits of this Convention are claimed under provisions analogous to subparagraph (a), (b), clause (i) of subparagraph (c), or subparagraph (d) of paragraph 2 of this Article, provided that if such convention does not contain a comprehensive limitation on benefits article, the person would be entitled to the benefits of this Convention by reason of subparagraph (a), (b), clause (i) of subparagraph (c), or subparagraph (d) of paragraph 2 of this Article if such person were a resident of one of the States under Article 4 of this Convention; and
 - (B) with respect to insurance premiums and to income referred to in Articles 10 (Dividends), 11 (Interest) and 12 (Royalties) of this Convention, would be entitled under such convention to an exemption from excise tax on such premiums or to a rate of tax with respect to the particular class of income for which benefits are being claimed under this Convention that is at least as low as the rate applicable under this Convention; or

(ii) is a resident of a Contracting State that is entitled to the benefits of this Convention by reason of subparagraph (a), (b), clause (i) of subparagraph (c) or subparagraph (d) of paragraph 2 of this Article.

For the purposes of applying paragraph 3 of Article 10 (Dividends), in order to determine whether a person owning shares, directly or indirectly, in the company claiming the benefits of this Convention is an equivalent beneficiary, such person shall be deemed to hold the same voting power, for the same period of time, in the company paying the dividend as the company claiming the benefits holds in such company; and

(h) with respect to dividends, interest and royalties arising in Spain and beneficially owned by a company that is a resident of the United States, a company that is a resident of a member state of the European Union will be treated as satisfying the requirements of clause (i) (B) of subparagraph (g) of this paragraph for purposes of determining whether such United States resident is entitled to benefits under this paragraph if a payment of dividends, interest and royalties arising in Spain and paid directly to such resident of a member state of the European Union would have been exempt from tax pursuant to any directive of the European Union, notwithstanding that the convention to avoid double taxation between Spain and that other member state of the European Union would provide for a higher rate of tax with respect to such payment than the rate of tax applicable to such United States company under Article 10, 11, 12 of this Convention.”

Article X

Article 20 (Pensions, Annuities, Alimony, and Child Support) of the Convention shall be amended by adding a new paragraph:

“5. Where an individual who is a resident of one of the Contracting States is a member or beneficiary of, or participant in, a pension fund that is a resident of the other Contracting State, income earned by the pension fund may be taxed as income of that individual only when, and, subject to the provisions of subparagraph (a) of paragraph 1 of Article 20 (Pensions, Annuities, Alimony and Child Support), to the extent that, it is paid to, or for

the benefit of, that individual from the pension fund (and not transferred to another pension fund in that other Contracting State).”

Article XI

Paragraph 3 of Article 25 (Non-Discrimination) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“3. Nothing in this Article shall be construed as preventing either Contracting State from imposing a tax as described in paragraph 8 of Article 10 (Dividends).”

Article XII

Article 26 (Mutual Agreement Procedure) of the Convention shall be amended by adding the following new paragraphs:

“5. Where, pursuant to this Article, a person has presented a case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or national on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and the competent authorities have endeavored, but are unable to reach agreement to resolve that case within two years from the commencement date of the case, the case shall be resolved through arbitration conducted in the manner prescribed by, and subject to, the requirements of this paragraph, paragraph 6 of this Article, and any rules or procedures agreed upon by the competent authorities of the Contracting States pursuant to subparagraph (g) of paragraph 6 of this Article, if:

- (a) tax returns have been filed with at least one of the Contracting States with respect to the taxable years at issue in the case;
- (b) the case is not a particular case that both competent authorities of the Contracting States agree, before the date on which arbitration proceedings would otherwise have begun, is not suitable for resolution through arbitration;
- (c) no decision with respect to such case has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Contracting State;

(d) the case does not involve a determination under paragraph 3 of Article 4 (Residence) of the residence of a company; and

(e) all the conditions for the beginning of an arbitration proceeding provided for in subparagraph (c) of paragraph 6 of this Article have been satisfied.

6. For the purposes of paragraph 5 of this Article and this paragraph, the following rules and definitions shall apply:

(a) the term “concerned person” means the presenter of a case to a competent authority for consideration under this Article and all other persons, if any, whose tax liability to either Contracting State may be directly affected by a mutual agreement arising from that consideration;

(b) the “commencement date” for a case is the earliest date on which the information necessary to undertake substantive consideration for a mutual agreement procedure has been received by both competent authorities;

(c) an arbitration proceeding with respect to a case shall begin on the latest of:

(i) two years after the commencement date of that case, unless both competent authorities have agreed to a different date;

(ii) the date upon which the presenter of the case to a competent authority of a Contracting State has submitted a written request to that competent authority for a resolution of the case through arbitration, which request may not be submitted prior to the date determined in clause (i) of this subparagraph;

(iii) the date upon which all concerned persons and their authorized representatives or agents agree in writing not to disclose to any other person any information received during the course of the arbitration proceeding from either Contracting State or the arbitration panel, other than the determination of such panel; and

(iv) the date on which all legal actions or suits pending before the courts of either Contracting State concerning any issue involved in the case are suspended or withdrawn as applicable under the laws of the Contracting State in which such legal actions or suits are pending.

(d) The determination of the arbitration panel with respect to a case shall constitute a resolution of such case by mutual agreement under this Article and shall be binding on the Contracting States, unless the presenter of the case does not accept the determination;

(e) for purposes of an arbitration proceeding under paragraph 5 of this Article and this paragraph, the members of the arbitration panel and their staff shall be considered to be "persons or authorities" to whom information may be disclosed under Article 27 (Exchange of Information and Administrative Assistance) of this Convention;

(f) no information relating to an arbitration proceeding (including the arbitration panel's determination) may be disclosed by the competent authorities of the Contracting States, except as permitted by this Convention and the domestic laws of the Contracting States. In addition, all material prepared in the course of, or relating to, an arbitration proceeding shall be considered to be information exchanged between the Contracting States. All members of the arbitration panel and their staff must agree in writing in statements sent to each of the competent authorities of the Contracting States not to disclose any information relating to an arbitration proceeding (including the arbitration panel's determination), and to abide by and be subject to the confidentiality and nondisclosure provisions of Article 27 of this Convention and the applicable domestic laws of the Contracting States. In the event those provisions conflict, the most restrictive condition shall apply. Such statement shall also include confirmation of their appointment to the arbitration panel; and

(g) the competent authorities of the Contracting States shall agree in writing, before the date that the first arbitration proceeding commences, on time periods and procedures that are consistent with paragraph 5 and this paragraph for:

- (i) notifying the presenter of the case of any agreements pursuant to subparagraph (b) of paragraph 5 of this Article that the case is not suitable for resolution through arbitration, or under clause (i) of subparagraph (c) of paragraph 6 of this Article to change the date on which an arbitration proceeding could begin;
- (ii) obtaining the statements of each concerned person, authorized representative or agent, and member of the arbitration panel (including their staff), in which each such person agrees not to disclose to any other person any information received during the course of the arbitration proceeding from the competent authority of either Contracting State or the arbitration panel, other than the determination of such panel;
- (iii) the appointment of the members of the arbitration panel;
- (iv) the submission of proposed resolutions, position papers, and reply submissions by the competent authorities of the Contracting States to the arbitration panel;
- (v) the submission by the presenter of the case of a paper setting forth the presenter's views and analysis of the case for consideration by the arbitration panel;
- (vi) the delivery by the arbitration panel of its determination to the competent authorities of the Contracting States;
- (vii) the acceptance or rejection by the presenter of the case of the determination of the arbitration panel; and
- (viii) the adoption by the arbitration panel of any additional procedures necessary for the conduct of its business.

The competent authorities of the Contracting States may agree in writing on such other rules and procedures as may be necessary for the effective and timely implementation of the provisions of paragraph 5 of this Article and this paragraph.”

Article XIII

Article 27 (Exchange of Information and Administrative Assistance) of the Convention shall be deleted and replaced with the following:

“Article 27

Exchange of Information and Administrative Assistance

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed by a Contracting State to the extent that the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by paragraph 1 of Article 1 (General Scope) or Article 2 (Taxes Covered).
2. Any information received under this Article by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1 of this Article, or the oversight of such functions. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. The competent authority of the Contracting State that receives information under the provisions of this Article may, with the written consent of the Contracting State that provided the information, also make available that information to be used for other purposes allowed under the provisions of a mutual legal assistance treaty in force between the Contracting States that allows for the exchange of tax information.
3. In no case shall the provisions of the preceding paragraphs be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) to supply information that is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) to supply information that would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy.

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 of this Article, but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 of this Article be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

6. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall, if possible, provide information under this Article in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of unedited original documents (including books, papers, statements, records, accounts, and writings) to the same extent such depositions and documents can be obtained under the laws and administrative practices of that other Contracting State with respect to its own taxes.

7. Each of the Contracting States shall endeavor to collect on behalf of the other Contracting State such amounts as may be necessary to ensure that any exemption or reduced rate of tax granted by the Convention from taxation imposed by that other State shall not be enjoyed by persons not entitled to such benefits. This paragraph shall not impose upon a Contracting State the obligation to carry out administrative measures:

(a) at variance with the laws and administrative practice of either Contracting State, or

(b) that would be contrary to its sovereignty, security, or public policy.

8. The competent authorities of the Contracting States may develop an agreement upon the mode of application of this Article, including agreement to ensure comparable levels of assistance to each of the Contracting States, but in no case will the lack of such agreement relieve a Contracting State of its obligations under this Article.

Article XIV

1. Subparagraph (b) of paragraph 5 of the Protocol to the Convention shall be deleted, and subparagraph (c) of paragraph 5 of the Protocol to the Convention shall be renamed subparagraph (b).

2. Paragraph 7 of the Protocol to the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“7. With reference to Article 10 (Dividends)

(a) In the case of Spain:

(i) Subparagraph (a) of paragraph 2 of Article 10 shall not apply in the case of dividends paid by any entity regulated under the Law 11/2009 of 26th October on *Sociedades Anónimas Cotizadas de Inversión en el Mercado Inmobiliario* (SOCIMI) or successor statutes. Subparagraph (b) of paragraph 2 and paragraph 4 shall apply with respect to such dividends only if the beneficial owner of the dividends holds, directly or indirectly, capital that represents not more than 10 percent of all the capital in the SOCIMI.

(ii) Subparagraph (a) of paragraph 2 of Article 10 shall not apply in the case of dividends paid by a Spanish investment institution regulated under the Law 35/2003 of 4th November on *Instituciones de Inversión Colectiva* or successor statutes. In such case, subparagraph (b) of paragraph 2 and paragraph 4 of Article 10 shall apply with respect to such dividends.

(b) In the case of the United States:

Subparagraph (a) of paragraph 2 of Article 10 shall not apply in the case of dividends paid by a U.S. Regulated Investment Company (RIC) or a U.S. Real Estate Investment Trust (REIT). In the case of dividends paid by a RIC, subparagraph b) of paragraph 2 and paragraph 4 of Article 10 shall apply. In the case of dividends paid by a REIT, subparagraph b) of paragraph 2 and paragraph 4 of Article 10 shall apply only if:

(i) the beneficial owner of the dividends is an individual or pension fund, in either case holding an interest of not more than 10 percent in the REIT;

(ii) the dividends are paid with respect to a class of stock that is publicly traded and the beneficial owner of the dividends is a person holding an interest of not more than 5 percent of any class of the REIT's stock; or

(iii) the beneficial owner of the dividends is a person holding an interest of not more than 10 percent in the REIT and the REIT is diversified.

For purposes of this paragraph, a REIT shall be "diversified" if the value of no single interest in real property exceeds 10 percent of its total interests in real property. For the purposes of this rule, foreclosure property shall not be considered an interest in real property. Where a REIT holds an interest in a partnership, it shall be treated as owning directly a proportion of the partnership's interests in real property corresponding to its interest in the partnership."

3. Paragraph 8 of the Protocol to the Convention shall be deleted and replaced by the following paragraph:

"8. With reference to Article 11 (Interest)

For purposes of subparagraph (b) of paragraph 2, the term real estate mortgage investment conduit means an entity that has in effect an election to be treated as a REMIC under Section 860D of the US Internal Revenue Code."

4. Subparagraph (c) of paragraph 10 of the Protocol to the Convention shall be deleted.

5. Paragraph 11 of the Protocol to the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Paragraph 11 (Deleted)”.

6. Paragraph 12 of the Protocol to the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Paragraph 12 (Deleted)”.

7. Paragraph 13 of the Protocol to the Convention shall be amended by deleting the words “tax-exempt” and replacing the words “paragraph 1 (d)” with the words “clause (ii) of subparagraph (d) of paragraph 2”.

8. Paragraph 18 of the Protocol to the Convention shall be deleted and replaced by the following paragraph:

“18. With reference to paragraphs 1 and 5 of Article 26 (Mutual agreement procedure)

The term “first notification” means, in the case of the United States, the Notice of Proposed Adjustment and, in the case of Spain, the Notification of the Administrative Act of Assessment. In the case of taxes at source, the “first notification” means, in the case of both Contracting States, the date on which the tax is withheld or paid. In addition, for purposes of paragraph 5, it is understood that an action of either Contracting State that has resulted in taxation not in accordance with the provisions of the Convention shall include a Notice of Proposed Adjustment, a Notification of the Administrative Act of Assessment, or in the case of taxes at source, a payment or withholding of tax.”

9. Paragraph 19 of the Protocol to the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Paragraph 19 (Deleted)”.

10. The Protocol to the Convention shall be amended by adding the following paragraph:

“21. With reference to paragraphs 5 and 6 of Article 26 (Mutual Agreement Procedure) of the Convention:

(a) The arbitration panel shall consist of three individual members. The members appointed shall not be employees nor have been employees within the twelve-month period prior to the date on which the arbitration proceeding begins, of the tax administration, the Treasury Department or the Ministry of Finance of the Contracting State which identifies them. Each competent authority of the Contracting States shall select one member of the arbitration panel, and the two members selected by the competent authorities of the Contracting States shall select the third member, who shall serve as Chair of the arbitration panel. If the members selected by the competent authorities of the Contracting States fail to agree on the third member, these members shall be dismissed, and each competent authority of the Contracting States shall select a new member of the arbitration panel. The Chair shall not be a national, citizen or lawful permanent resident of either Contracting State.

(b) The arbitration proceeding and the mutual agreement procedure with respect to a case shall terminate if at any time before the arbitration panel delivers a determination to the competent authorities of the Contracting States:

(i) the competent authorities of the Contracting States reach a mutual agreement to resolve the case;

(ii) the presenter of the case withdraws the request for arbitration;

(iii) any concerned person, or any of their representatives or agents, willfully violates the written statement of nondisclosure referred to in clause (iii) of subparagraph (c) of paragraph 6, and the competent authorities of both Contracting States agree that such violation should result in the termination of the arbitration proceeding; or

(iv) any concerned person initiates a legal action or suit before the courts of either Contracting State concerning any issue

involved in the case, unless such legal action or suit is suspended according to the applicable laws of the Contracting State.

(c) The competent authority of each of the Contracting States shall be permitted to submit a proposed resolution addressing each adjustment or similar issue raised in the case. Such proposed resolution shall be a resolution of the entire case, and shall reflect, without modification, all matters in the case previously agreed between the competent authorities of both Contracting States. Such proposed resolution shall be limited to a disposition of specific monetary amounts (for example, income, profit, gain or expense) or, where specified, the maximum tax charged pursuant to the Convention for each adjustment or similar issue in the case. The competent authority of each of the Contracting States shall also be permitted to submit a supporting position paper for consideration by the arbitration panel.

(d) Notwithstanding the preceding provisions of this paragraph, it is understood that, in the case of an arbitration proceeding concerning:

(i) the tax liability of an individual with respect to whom the competent authorities have been unable to reach an agreement on the individual's State of residence;

(ii) the taxation of the business profits of an enterprise with respect to which the competent authorities have been unable to reach an agreement on whether a permanent establishment exists; or

(iii) such other issues the determination of which are contingent on resolution of similar threshold questions;

the competent authorities of the Contracting States may submit proposed resolutions separately addressing the relevant threshold questions as described in clause (i), (ii) or (iii) above (for example, the question of whether a permanent establishment exists), and the contingent determinations (for example, the determination of the amount of profit attributable to such permanent establishment).

(e) Where an arbitration proceeding concerns a case comprising multiple adjustments or similar issues each requiring a disposition of

specific monetary amounts (for example, of income, profit, gains or expense) or where specified, the maximum tax charged pursuant to the Convention, the proposed resolution may propose a separate disposition for each adjustment or similar issue.

(f) Each of the competent authorities of the Contracting States shall receive the proposed resolution and position paper submitted by the other competent authority, and shall be permitted to submit a reply submission to the arbitration panel. Each of the competent authorities of the Contracting States shall also receive the reply submission of the other competent authority.

(g) The presenter of the case shall be permitted to submit for consideration by the arbitration panel a paper setting forth its analysis and views of the case. Such submission shall not include any information not previously provided to the competent authorities during the mutual agreement procedure and shall be made available to the competent authorities of both Contracting States.

(h) The arbitration panel shall deliver a determination in writing to the competent authorities of the Contracting States. The determination reached by the arbitration panel in the arbitration proceeding shall be limited to one of the proposed resolutions for the case submitted by one of the competent authorities of the Contracting States for each adjustment or similar issue and any threshold questions, and shall not include a rationale or any other explanation of the determination. The determination of the arbitration panel shall have no precedential value with respect to the application of the Convention in any other case.

(i) Unless the competent authorities of both Contracting States agree to a longer time period, the presenter of the case shall have 45 days after receiving the determination of the arbitration panel to notify, in writing, the competent authority of the Contracting State to whom the case was presented, of his acceptance of the determination. If the presenter of the case fails to so advise the relevant competent authority, the determination shall be considered not to be accepted. In addition, in the event the case is pending in litigation or appeal, the determination of the arbitration panel shall be considered not to be accepted by the presenter of the case if any concerned person who is a party to the litigation or appeal does not withdraw from consideration by the relevant court or

administrative tribunal, within the same time frame described above, the issues resolved in the arbitration proceeding. Where the determination of the arbitration panel is not accepted, the case will not be eligible for any further consideration by the competent authorities.

(j) The fees and expenses of the members of the arbitration panel, as well as any costs incurred in connection with the arbitration proceeding by the Contracting States, shall be borne equitably by the competent authorities of Contracting States.”

Article XV

1. The Governments of the Contracting States shall notify each other, through diplomatic channels when the internal procedures required by each Contracting State for the entry into force of this Protocol have been complied with.

2. This Protocol shall enter into force after the period of three months following the date of the later of the Notes referred to in paragraph 1 and its provisions shall have effect:

(a) in respect of taxes withheld at source, on amounts paid or credited, on or after the date on which the Protocol enters into force;

(b) in respect to taxes determined with reference to a taxable period, for taxable periods beginning on or after the date on which the Protocol enters into force; and

(c) in all other cases, on or after the date on which the Protocol enters into force.

3. Notwithstanding paragraph 2, the provisions of paragraphs 5 and 6 of Article 26 (Mutual Agreement Procedure) of the Convention, as amended by this Protocol, shall not have effect with respect to cases that are under consideration by the competent authorities of the Contracting States on the date on which this Protocol enters into force. With respect to cases that come under consideration by the competent authorities of the Contracting States after the date on which this Protocol enters into force, the provisions of paragraphs 5 and 6 of Article 26 of the Convention, as amended by this Protocol, shall have effect on the date on which the competent authorities

agree in writing on a mode of application pursuant to subparagraph (g) of paragraph 6 of Article 26. For cases that come under consideration by the competent authorities of the Contracting States after the entry into force of this Protocol, but before such provisions have effect, the commencement date shall be the date on which the competent authorities have agreed in writing on the mode of application.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Protocol.

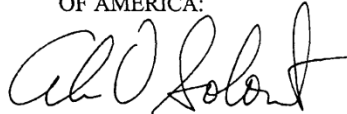
DONE in duplicate at Madrid, this 14th day of January, 2013, in the Spanish and English languages, both texts being equally authentic.

FOR THE KINGDOM
OF SPAIN:



Cristóbal Montoro Romero
Minister for Finance
and Public Administrations

FOR THE UNITED STATES
OF AMERICA:



Alan D. Solomont
Ambassador to Spain

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

At the signing today of the Protocol (hereinafter the “2013 Protocol”) amending the Convention Between the Kingdom of Spain and the United States of America for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income, and its Protocol, signed at Madrid, on February 22, 1990 (hereinafter the “Convention”), Spain and the United States of America have agreed as follows:

1. With reference to paragraph 6 of Article 1 (General Scope) of the Convention, as amended by the 2013 Protocol, it is understood that paragraph 6 of Article 1 applies to identify the person that derives an item of income, profit or gain paid to a fiscally transparent entity for purposes of applying the Convention to that first mentioned person. Under paragraph 6 of Article 1, a person shall be treated as deriving an item of income, profit or gain paid to an entity that is fiscally transparent under the laws of either Contracting State, to the extent that the same item of income, profit or gain is treated, for the purposes of the taxation law of the Contracting State in which the person is resident, as the income, profit or gain of a resident. In order to obtain the benefits of the Convention, with respect to the item of income, such person must satisfy all applicable requirements specified in the Convention, including other applicable requirements of Article 1, residence as defined in Article 4 (Residence), beneficial ownership and Article 17 (Limitation on Benefits), and the fiscally transparent entity through which the item of income was paid must be formed or organized in either Contracting State or in a state that has concluded an agreement containing a provision for the exchange of information on tax matters with the Contracting State from which the income, profit or gain arises.
2. With reference to paragraph 3 of the Protocol to the Convention, the Contracting States commit to initiate discussions as soon as possible, but no later than six months after the entry into force of the 2013 Protocol, regarding the conclusion of an appropriate agreement to avoid double taxation on investments between Puerto Rico and Spain.
3. With reference to subparagraph (j) of paragraph 1 of Article 3 (General Definitions) of the Convention, as amended by the 2013 Protocol:
 - (a) In the case of the United States, the term “pension fund” includes the following: a trust providing pension or retirement benefits under an

Internal Revenue Code section 401(a) qualified pension plan (which includes a Code section 401(k) plan), a profit sharing or stock bonus plan, a Code section 403(a) qualified annuity plan, a Code section 403(b) plan, a trust that is an individual retirement account under Code section 408, a Roth individual retirement account under Code section 408A, or a simple retirement account under Code section 408(p), a trust providing pension or retirement benefits under a simplified employee pension plan under Code section 408(k), a trust described in section 457(g) providing pension or retirement benefits under a Code section 457(b) plan, and the Thrift Savings Fund (section 7701(j)). A group trust described in Revenue Ruling 81-100, as amended by Revenue Ruling 2004-67 and Revenue Ruling 2011-1, qualifies as a pension fund only if each participant is a pension fund that is itself entitled to benefits under the Convention as a resident of the United States.

(b) In the case of Spain, the term “pension fund” includes the following:

(i) any fund regulated under the Amended Text of the Law on pension funds and pension schemes (*Texto Refundido de la Ley sobre Fondos y Planes de Pensiones*), passed by Legislative Royal Decree 1/2002 of 29th November;

(ii) any entity defined under Article 64 of the Amended Text of the Law on the regulation and monitoring of private insurances (*Texto Refundido de la Ley de Ordenación y Supervisión de los Seguros Privados*) passed by Legislative Royal Decree 6/2004 of 29th October, provided that in the case of mutual funds all participants are employees; promoters and sponsoring partners are the companies, institutions or individual entrepreneurs to which the employees are engaged; and benefits are exclusively derived from the social welfare agreement between both parties, as well as any other comparable entity regulated within the scope of the political subdivisions (*Comunidades Autónomas*); and

(iii) insurance companies regulated under the Amended Text of the Law on the regulation and monitoring of private insurances passed by Legislative Royal Decree 6/2004 of 29th October whose activity is the coverage of the contingencies provided for

in the Amended Text of the Law on pension funds and pension schemes.

4. With reference to Article 4 (Residence) of the Convention, it is understood that the principles of paragraph 8.6 of the Commentaries to the OECD Model Tax Convention of July 2010 apply for purposes of determining the residence of pension funds and organizations established and maintained in a State exclusively for religious, charitable, scientific, artistic, cultural, or educational purposes.

5. With reference to Article 17 (Limitation on Benefits) of the Convention, as amended by the 2013 Protocol, it is understood that a person shall be deemed to be related to another person if either person participates directly or indirectly in the management, control or capital of the other, or the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of both.

This Memorandum of Understanding shall enter into force on the date of entry into force of the 2013 Protocol.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Memorandum of Understanding.

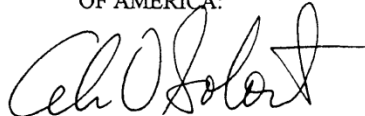
DONE at Madrid in duplicate, this 14th day of January, 2013, in the Spanish and English languages, each text being equally authentic.

FOR THE KINGDOM
OF SPAIN:



Cristóbal Montoro Romero
Minister for Finance
and Public Administrations

FOR THE UNITED STATES
OF AMERICA:



Alan D. Solomont
Ambassador to Spain

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

PROTOCOLO
que modifica el Convenio entre
el Reino de España y los Estados Unidos de América para evitar la doble
imposición y prevenir la evasión fiscal respecto de los impuestos sobre la
renta, y su Protocolo,
firmado en Madrid el 22 de febrero de 1990.

El Reino de España y los Estados Unidos de América,

Deseando modificar el Convenio entre el Reino de España y los Estados Unidos de América para evitar la doble imposición y prevenir la evasión fiscal respecto de los impuestos sobre la renta, y su Protocolo, firmado en Madrid el 22 de febrero de 1990 (en lo sucesivo denominado “el Convenio”),

Han acordado lo siguiente:

Artículo I

Se añaden los siguientes párrafos nuevos al artículo 1 (Ámbito general) del Convenio:

- “5. (a) No obstante lo dispuesto en el subapartado (b) del apartado 2 de este artículo:
- (i) a los efectos del apartado 3 del artículo XXII (Consultas) del Acuerdo General sobre el Comercio de Servicios, los Estados contratantes acuerdan que toda duda que pueda surgir respecto de la interpretación o la aplicación de este Convenio y, en particular, respecto de si una cierta medida fiscal está comprendida en el ámbito del Convenio, se resolverá exclusivamente de acuerdo con las disposiciones del artículo 26 (Procedimiento Amistoso) de este Convenio; y
 - (ii) las disposiciones del artículo XVII del Acuerdo General sobre el Comercio de Servicios no se aplicarán a una medida fiscal a menos que las autoridades competentes estén de acuerdo en que esa medida no recae en el ámbito del artículo 25 (No discriminación) de este Convenio.

- (b) A los efectos de este apartado, se entenderá por “medida” toda ley, reglamento, norma, procedimiento, decisión, acción administrativa o toda otra disposición o acción similar.

6. A los efectos de la aplicación de este Convenio, un elemento de renta, beneficio o ganancia obtenido a través de una entidad considerada fiscalmente transparente de acuerdo con la normativa interna de cualquiera de los Estados contratantes, y que esté constituida u organizada:

- (a) en cualquiera de los Estados contratantes, o;
- (b) en un Estado que tenga en vigor un acuerdo que contenga disposiciones para el intercambio de información en materia tributaria con el Estado contratante del que procede la renta, beneficio o ganancia,

se considerará percibido por un residente de un Estado contratante en la medida en que ese elemento se trate como renta, beneficio o ganancia de un residente a los efectos de la legislación fiscal de ese Estado contratante.”

Artículo II

1. Se modifica el apartado 1 del artículo 3 (Definiciones generales) del Convenio, mediante la inserción del siguiente subapartado:

“(j) la expresión “fondo de pensiones” significa:

- (i) en España, todo plan, fondo, mutualidad u otra entidad constituida en España:
 - (A) cuyo objeto principal sea gestionar el derecho de las personas a cuyo favor se constituye a percibir rentas o capitales por jubilación, supervivencia, viudedad, orfandad o invalidez; y
 - (B) cuyas aportaciones puedan reducirse de la base imponible de los impuestos personales;

- (ii) en los Estados Unidos, toda persona constituida en los Estados Unidos que en términos generales esté exenta de imposición sobre la renta en Estados Unidos, y cuyo objeto principal sea:
 - (A) el de gestionar o proporcionar pensiones o prestaciones por jubilación; o
 - (B) el de generar rentas principalmente en beneficio de una o más personas constituidas en Estados Unidos, que en términos generales estén exentas de imposición sobre la renta en Estados Unidos y cuyo objeto principal sea el de gestionar o proporcionar pensiones o prestaciones por jubilación.”

2. Se elimina el apartado 2 del artículo 3 (Definiciones generales) del Convenio, y se sustituye por el siguiente:

“2. Para la aplicación de este Convenio por un Estado contratante en cualquier momento, todo término o expresión no definidos en el mismo tendrán, a menos que de su contexto se infiera una interpretación diferente, y sin perjuicio de las disposiciones del artículo 26 (Procedimiento amistoso), el significado que se les atribuya por la legislación de ese Estado relativa a los impuestos que son objeto de este Convenio, prevaleciendo el significado atribuido por la legislación fiscal de ese Estado sobre el que resultaría de otras ramas del Derecho de ese Estado.”

Artículo III

Se elimina el apartado 3 del artículo 5 (Establecimiento permanente) del Convenio, y se sustituye por el siguiente:

“3. Una obra, un proyecto de construcción o instalación, una instalación o plataforma de perforación o un barco utilizados para la exploración de los recursos naturales, constituyen un establecimiento permanente únicamente cuando su duración exceda de doce meses o la actividad de exploración se prolongue durante más de doce meses.”

Artículo IV

Se elimina el artículo 10 (Dividendos) del Convenio, y se sustituye por el siguiente:

“Artículo 10

DIVIDENDOS

1. Los dividendos pagados por una sociedad residente de un Estado contratante a un residente del otro Estado contratante pueden someterse a imposición en ese otro Estado.
2. Sin embargo, dichos dividendos pueden someterse también a imposición en el Estado contratante en que resida la sociedad que paga los dividendos, y conforme a la legislación de ese Estado, pero si el beneficiario efectivo de los dividendos es un residente del otro Estado contratante, salvo que se disponga de otro modo, el impuesto así exigido no podrá exceder del:
 - (a) 5 por ciento del importe bruto de los dividendos si el beneficiario efectivo es una sociedad que posea directamente al menos el 10 por ciento de las acciones con derecho de voto de la sociedad que paga los dividendos;
 - (b) 15 por ciento del importe bruto de los dividendos en los demás casos.

Este apartado no afecta a la imposición de la sociedad respecto de los beneficios con cargo a los cuales se pagan los dividendos.

3. No obstante lo dispuesto en el apartado 2, dichos dividendos no se someterán a imposición en el Estado contratante en el que reside la sociedad que paga los dividendos si el beneficiario efectivo es una sociedad residente del otro Estado contratante que haya poseído, directa o indirectamente a través de uno o más residentes de cualquiera de los Estados contratantes, acciones que representen el 80 por ciento o más del capital con derecho de voto de la sociedad que paga los dividendos, durante un período de 12 meses que concluya en la fecha en la que se determina el derecho a percibir el dividendo y:

- (a) satisfaga las condiciones del apartado 2 (c) del artículo 17 (Limitación de beneficios);
- (b) satisfaga las condiciones del apartado 2 (e) del artículo 17, siempre que la sociedad satisfaga las condiciones descritas en el apartado 4 de ese artículo en relación con los dividendos;
- (c) tenga derecho a los beneficios del Convenio respecto de los dividendos en virtud del apartado 3 del artículo 17; o
- (d) se le hayan concedido los beneficios del Convenio en virtud del apartado 7 del artículo 17, en relación con este apartado.

4. No obstante lo dispuesto en el apartado 2, los dividendos no podrán someterse a imposición en el Estado contratante en el que reside la sociedad que paga los dividendos si:

- (a) el beneficiario efectivo de los dividendos es un fondo de pensiones residente del otro Estado contratante que, en términos generales, esté exento de imposición o sujeto al impuesto a tipo cero; y
- (b) dichos dividendos no proceden de la realización de una actividad económica por el fondo de pensiones o a través de una empresa asociada.

5. El término “dividendos” empleado en este artículo significa los rendimientos de las acciones, de las acciones o bonos de disfrute, de las partes de minas, de las partes de fundador u otros derechos que permitan participar en los beneficios, excepto los de crédito, así como las rentas sujetas al mismo régimen fiscal que los rendimientos de las acciones por la legislación del Estado en que resida la sociedad que los distribuye.

6. Las disposiciones de los apartados 1 a 4 de este artículo no son aplicables si el beneficiario efectivo de los dividendos, residente de un Estado contratante, realiza o ha realizado en el otro Estado contratante, del que es residente la sociedad que paga los dividendos, una actividad económica por medio de un establecimiento permanente situado en ese otro Estado, o presta o

ha prestado en ese otro Estado servicios personales independientes mediante una base fija situada en el mismo, y la participación que genera los dividendos está vinculada efectivamente con dicho establecimiento permanente o base fija. En tal caso se aplicarán las disposiciones del artículo 7 (Beneficios empresariales) o del artículo 15 (Servicios personales independientes), según proceda.

7. Un Estado contratante no podrá exigir ningún impuesto sobre los dividendos pagados por una sociedad residente del otro Estado contratante, salvo en la medida en que los dividendos se paguen a un residente del Estado contratante mencionado en primer lugar, o los dividendos estén vinculados efectivamente a un establecimiento permanente o a una base fija situados en ese Estado contratante, ni someter los beneficios no distribuidos de la sociedad a un impuesto sobre los mismos, excepto según lo dispuesto en el apartado 8 de este artículo, aunque los dividendos pagados o los beneficios no distribuidos consistan, total o parcialmente, en beneficios o rentas procedentes de ese Estado contratante.

8. Una sociedad residente de uno de los Estados contratantes y que tenga un establecimiento permanente en el otro Estado contratante o que esté sujeta a imposición en el otro Estado contratante sobre una base neta por razón de la renta que pueda someterse a imposición en el otro Estado contratante en aplicación del artículo 6 (Rentas inmobiliarias) o en aplicación del apartado 1 del artículo 13 (Ganancias de capital) pueden someterse en ese otro Estado a un impuesto adicional al impuesto que pueda aplicarse con arreglo a las restantes disposiciones de este Convenio. Sin embargo, dicho impuesto únicamente podrá aplicarse sobre la parte de los beneficios empresariales de la sociedad que sean atribuibles al establecimiento permanente y sobre la parte de la renta sujeta al impuesto en virtud del artículo 6 o del apartado 1 del artículo 13 que, en el caso de los Estados Unidos, constituye la cuantía equivalente al dividendo sobre dichos beneficios o renta y, en el caso de España, constituye el importe de renta (Imposición Complementaria) determinado conforme al Impuesto sobre la Renta de no Residentes español, regulado en el texto refundido de la Ley del Impuesto sobre la Renta de no Residentes, aprobado mediante Real Decreto Legislativo de 5/2004 de 5 de marzo, con las modificaciones que corresponda.

9. El impuesto al que se refiere el apartado 8 de este artículo no podrá exceder del tipo impositivo que se especifica en el subapartado (a) del

apartado 2 de este artículo. En cualquier caso, no podrá aplicarse sobre una sociedad que:

- (a) satisfaga las condiciones del apartado 2 (c) del artículo 17;
- (b) satisfaga las condiciones del apartado 2 (e) del artículo 17, siempre que la sociedad satisfaga las condiciones descritas en el apartado 4 de ese artículo en relación con un elemento de renta, beneficio o ganancia señalado en el apartado 8 de este artículo;
- (c) tenga derecho a los beneficios del Convenio en virtud del apartado 3 del artículo 17 respecto de un elemento de renta, beneficio o ganancia descrito en el apartado 8 de este artículo; o
- (d) se le hayan concedido los beneficios del Convenio en virtud del apartado 7 del artículo 17 en relación con este apartado.”

Artículo V

Se elimina el artículo 11 (Intereses) del Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Artículo 11

INTERESES

1. Los intereses procedentes de un Estado contratante cuyo beneficiario efectivo sea un residente del otro Estado contratante sólo pueden someterse a imposición en ese otro Estado.
2. No obstante lo dispuesto en el apartado 1 de este artículo:
 - (a) los intereses procedentes de los Estados Unidos que sean intereses contingentes que no puedan considerarse intereses de cartera conforme a la normativa interna de los Estados Unidos, pueden someterse a imposición en los Estados Unidos pero, si su beneficiario efectivo es un residente de España, la imposición sobre dichos intereses estará limitada al 10 por ciento de su importe bruto; y

- (b) los intereses que constituyan un interés excedente correspondiente a una participación residual en un canal de inversión en valores respaldados por hipotecas sobre bienes inmuebles (“REMIC”) pueden someterse a imposición en los Estados Unidos conforme a su normativa interna.

3. El término “intereses” en el sentido de este artículo significa los rendimientos de créditos de cualquier naturaleza, con o sin garantía hipotecaria o cláusula de participación en los beneficios del deudor, y en particular, los rendimientos de valores públicos y los rendimientos de bonos u obligaciones, incluidas las primas y lotes unidos a esos títulos, y toda otra renta sometida al mismo régimen fiscal que los rendimientos de los capitales prestados por la legislación fiscal del Estado contratante del que procedan las rentas. Las rentas comprendidas en el artículo 10 (Dividendos) y las penalizaciones por mora en el pago no se consideran intereses a efectos de este artículo.

4. Las disposiciones de los apartados 1 y 2 de este artículo no se aplican si el beneficiario efectivo de los intereses, residente de un Estado contratante, realiza o ha realizado en el otro Estado contratante, del que proceden los intereses, una actividad económica por medio de un establecimiento permanente situado en ese otro Estado, o presta o ha prestado servicios personales independientes en ese otro Estado contratante mediante una base fija situada en el mismo, y la participación que genera los intereses está vinculada efectivamente con dicho establecimiento permanente o base fija. En tal caso se aplicarán las disposiciones del artículo 7 (Beneficios empresariales) o del artículo 15 (Servicios personales independientes), según proceda.

5. Los intereses se considerarán procedentes de un Estado contratante cuando el deudor sea un residente de ese Estado. Sin embargo, cuando el deudor de los intereses, sea o no residente de un Estado contratante, tenga en un Estado contratante un establecimiento permanente o una base fija en relación con los cuales se haya contraído la deuda por la que se pagan los intereses, y que soporten la carga de los mismos, entonces dichos intereses se considerarán procedentes del Estado en el que estén situados el establecimiento permanente o la base fija.

6. Cuando, por razón de las relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo, o de las que uno y otro mantengan con terceros, el importe de los intereses, habida cuenta del crédito por el que se

paguen, exceda del que hubieran convenido el deudor y el beneficiario efectivo en ausencia de tales relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplicarán más que a este último importe. En tal caso, la cuantía en exceso podrá someterse a imposición de acuerdo con la legislación de cada Estado contratante, teniendo en cuenta las demás disposiciones de este Convenio.”

Artículo VI

Se elimina el artículo 12 (Cánones) del Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Artículo 12

CÁNONES

1. Los cánones procedentes de un Estado contratante cuyo beneficiario efectivo sea un residente del otro Estado contratante sólo pueden someterse a imposición en ese otro Estado.
2. El término “cánones” empleado en este artículo, significa las cantidades de cualquier clase pagadas por el uso o la concesión de uso de derechos de autor sobre obras literarias, artísticas, científicas u otras (incluidas las películas cinematográficas y las películas y grabaciones para su emisión por radio o televisión) de patentes, marcas de fábrica o de comercio, dibujos o modelos, planos, fórmulas o procedimientos secretos, o por información relativa a experiencias industriales, comerciales o científicas.
3. Las disposiciones del apartado 1 no se aplican si el beneficiario efectivo de los cánones, residente de un Estado contratante, realiza o ha realizado en el otro Estado contratante una actividad económica por medio de un establecimiento permanente situado en ese otro Estado, o presta o ha prestado en ese otro Estado servicios personales independientes mediante una base fija situada en el mismo, y el derecho o propiedad que generan los cánones están vinculados efectivamente con dicho establecimiento permanente o base fija. En tal caso se aplicarán las disposiciones del artículo 7 (Beneficios empresariales) o del artículo 15 (Servicios personales independientes), según proceda.
4. Cuando, por razón de las relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo, o de las que uno y otro mantengan con

terceros, el importe de los cánones, habida cuenta del uso, derecho o información por el que se paguen, exceda del que hubieran convenido el deudor y el beneficiario efectivo en ausencia de tales relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplicarán más que a este último importe. En tal caso, la cuantía en exceso podrá someterse a imposición de acuerdo con la legislación de cada Estado contratante, teniendo en cuenta las restantes disposiciones de este Convenio.”

Artículo VII

1. Se modifica el artículo 13 (Ganancias de capital) del Convenio mediante la eliminación del apartado 4 y su sustitución por el siguiente apartado:

“4. Las ganancias derivadas de la enajenación de acciones o participaciones u otros derechos que, directa o indirectamente, otorguen al propietario de dichas acciones, participaciones o derechos, el derecho al disfrute de bienes inmuebles situados en un Estado contratante, pueden someterse a imposición en ese Estado contratante.”

2. Se eliminan los apartados 6 y 7 del artículo 13 (Ganancias de capital) del Convenio y se sustituyen por el siguiente apartado:

“6. Las ganancias derivadas de la enajenación de cualquier otro bien distinto de los mencionados en los apartados 1 a 5 sólo pueden someterse a imposición en el Estado contratante en que resida el transmitente.”

Artículo VIII

Se elimina el artículo 14 (Imposición sobre las sucursales) del Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Artículo 14 (Imposición sobre las sucursales) (Suprimido)

Artículo IX

Se elimina el artículo 17 (Limitación de beneficios) del Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Artículo 17

LIMITACIÓN DE BENEFICIOS

1. Salvo que se disponga de otro modo en este artículo, un residente de un Estado contratante no tendrá derecho a los beneficios que este Convenio otorga a los residentes de los Estados contratantes, excepto si dicho residente es una “persona calificada” tal como se define en el apartado 2 de este artículo.

2. Un residente de un Estado contratante será una persona calificada en un ejercicio fiscal si es:

- (a) una persona física;
- (b) un Estado contratante, o una de sus subdivisiones políticas o entidades locales, o una de sus agencias institucionales de plena titularidad pública;
- (c) una sociedad, si:
 - (i) su clase principal de acciones (y cualquier clase de acciones desproporcionadas) cotiza regularmente en uno o más mercados de valores reconocidos, y bien:
 - (A) su clase principal de acciones cotiza mayoritariamente considerando uno o más mercados de valores reconocidos situados en el Estado contratante del que la sociedad es residente (o, en el caso de una sociedad residente en España, en un mercado de valores reconocido situado en la Unión Europea o, en el caso de una sociedad residente en los Estados Unidos, en un mercado de valores reconocido situado en otro Estado que sea parte del Tratado de Libre Comercio de América del Norte); o
 - (B) su sede principal de dirección y control está en el Estado contratante del que es residente; o

- (ii) al menos el 50 por ciento de la totalidad de los derechos de voto y del valor de las acciones (y al menos el 50 por ciento de cualquier clase de acciones desproporcionadas) de la sociedad pertenecen, directa o indirectamente, a cinco o menos sociedades que puedan acogerse a los beneficios del Convenio en virtud de la letra (i) de este subapartado, siempre que, en el caso de propiedad indirecta, cada propietario interpuesto sea residente de cualquiera de los Estados contratantes;
- (d) una persona, que no sea persona física:
 - (i) cuya constitución y existencia en ese Estado contratante tenga exclusivamente carácter religioso, benéfico, científico, artístico, cultural o pedagógico, con independencia de que la totalidad o parte de su renta o ganancias puedan estar exentas de imposición en virtud de la normativa interna de ese Estado contratante; o
 - (ii) especificada en el subapartado (j) del apartado 1 del artículo 3 (Definiciones generales), siempre que:
 - (A) en España, en el caso de una persona descrita en la letra (i) del subapartado (j) del apartado 1 del artículo 3, y en los Estados Unidos, en el caso de una persona descrita en la letra (ii) (A) del subapartado (j) del apartado 1 del artículo 3, más del 50 por ciento de sus beneficiarios, miembros o partícipes sean personas físicas residentes en cualquiera de los Estados contratantes; y
 - (B) en los Estados Unidos, en el caso de una persona descrita en la letra (ii) (B) del subapartado (j) del apartado 1 del artículo 3, todas las personas para las que dicha persona obtiene la renta satisfagan los requisitos de la letra (A) de este subapartado;
- (e) una persona, que no sea persona física, si:

- (i) al menos en la mitad de los días del ejercicio fiscal, las personas residentes de ese Estado contratante y que tengan derecho a los beneficios del Convenio de acuerdo con el subapartado (a), el subapartado (b), la letra (i) del subapartado (c), o el subapartado (d) de este apartado, poseen directa o indirectamente acciones u otras participaciones que representen al menos el 50 por ciento de la totalidad de los derechos de voto y del valor (y al menos el 50 por ciento de cualquier clase de acciones desproporcionadas) de la persona, siempre que, en el caso de propiedad indirecta, cada propietario interpuesto sea residente de ese Estado contratante, y
- (ii) menos del 50 por ciento de la renta bruta de la persona en el ejercicio fiscal, se pague o devengue, directa o indirectamente, a personas no residentes de ninguno de los Estados contratantes con derecho a los beneficios del Convenio de acuerdo con el subapartado (a), el subapartado (b), la letra (i) del subapartado (c), o el subapartado (d) de este apartado, en forma de pagos deducibles a efectos de los impuestos comprendidos en el ámbito de este Convenio en el Estado de residencia de la persona. A estos efectos, dichos pagos deducibles no incluyen los pagos de plena competencia efectuados en el curso ordinario de la actividad de prestación de servicios o por bienes tangibles, ni los pagos realizados en relación con obligaciones financieras a un banco no vinculado con el pagador.

3. Las sociedades residentes en un Estado contratante podrán optar también a los beneficios de este Convenio si:

- (a) al menos el 95 por ciento de la totalidad de los derechos de voto y del valor de sus acciones (y al menos el 50 por ciento de cualquier clase de acciones desproporcionadas) pertenecen, directa o indirectamente, a siete o menos beneficiarios equiparables siempre que, en el caso de propiedad indirecta, cada propietario interpuesto sea residente de un Estado miembro de la Unión Europea o de un Estado parte del Tratado de Libre Comercio de América del Norte; y

- (b) menos del 50 por ciento de la renta bruta de la sociedad en el ejercicio fiscal, según se determine en el Estado de residencia de esta, se pague o devengue, directa o indirectamente a personas que no sean beneficiarios equiparables en forma de pagos (sin incluir los pagos de plena competencia efectuados en el curso ordinario de la prestación de servicios o por bienes tangibles, ni los pagos realizados en relación con obligaciones financieras a un banco no vinculado con el pagador), que sean deducibles a efectos de los impuestos comprendidos en el ámbito de este Convenio en el Estado de residencia de la sociedad.
- 4.
- (a) Un residente de un Estado contratante tendrá derecho a los beneficios del Convenio respecto de un elemento de renta procedente del otro Estado, con independencia de que ese residente sea una persona calificada, si el residente ejerce activamente una actividad económica en el Estado mencionado en primer lugar (distinta de la actividad de inversión o gestión de inversiones por cuenta del residente, a menos que se trate de actividades bancarias, de seguros o de valores llevadas a cabo por un banco, una entidad de seguros o un agente de valores registrado), y la renta procedente del otro Estado contratante se obtenga en relación con esa actividad o sea incidental a la misma.
 - (b) Si un residente de un Estado contratante obtiene un elemento de renta de una actividad económica ejercida por ese residente en el otro Estado contratante, u obtiene un elemento de renta procedente del otro Estado contratante de una persona vinculada, las condiciones descritas en el subapartado (a) se entenderán cumplidas respecto de ese elemento de renta, sólo si la actividad económica ejercida por el residente en el Estado contratante mencionado en primer lugar es sustancial en relación con la actividad económica ejercida por dicho residente o persona vinculada en el otro Estado contratante. A los efectos de este apartado, la determinación de si una actividad económica es sustancial se determinará teniendo en cuenta los hechos y circunstancias.
 - (c) A los efectos de la aplicación de este apartado, las actividades desarrolladas por personas relacionadas con una persona se

considerarán desarrolladas por dicha persona. Una persona está relacionada con otra si posee una participación de al menos el 50 por ciento en la otra (o, en el caso de una sociedad, al menos el 50 por ciento de la totalidad de los derechos de voto y del valor de las acciones de la sociedad o de la participación en el capital de la sociedad) u otra persona posee al menos el 50 por ciento de la participación (o, en el caso de una sociedad, al menos el 50 por ciento de la totalidad de los derechos de voto y del valor de las acciones de la sociedad o de la participación en el capital de la sociedad) en cada persona. En cualquier caso, se considera que una persona está relacionada a otra cuando, de acuerdo con los hechos y circunstancias del caso, una de ellas tiene el control de la otra o ambas se encuentran bajo el control de una misma persona o personas.

5. Un residente de un Estado contratante tendrá también derecho a los beneficios que este Convenio otorga a los residentes de un Estado contratante si esa persona actúa como sede para un grupo societario multinacional y cumple las restantes condiciones, distintas de las de este artículo, estipuladas para la obtención de dichos beneficios. A estos efectos, se considerará que una persona es una sede societaria únicamente si:

- (a) provee una parte sustancial de la supervisión y administración general del grupo, que puede incluir, pero no con carácter principal, la financiación del grupo;
- (b) el grupo societario consiste en sociedades residentes en al menos cinco países en los que ejerce activamente una actividad económica, y las actividades económicas desarrolladas en cada uno de los cinco países (o cinco grupos de países) generan por lo menos el 10 por ciento de la renta bruta del grupo;
- (c) las actividades económicas realizadas en cualquier país que no sea el Estado contratante de residencia de la sede, generan menos del 50 por ciento de la renta bruta del grupo;
- (d) no más del 25 por ciento de su renta bruta procede del otro Estado contratante;
- (e) tiene y ejerce autoridad discrecional independiente para llevar a

cabo las funciones mencionadas en el subapartado (a);

- (f) está sujeta a las mismas normas referidas a la imposición de las rentas en su país de residencia aplicables a las personas descritas en el apartado 4; y
- (g) la renta obtenida en el otro Estado contratante procede del ejercicio activo de la actividad económica a la que se refiere el subapartado (b) o es incidental a la misma.

Si no se cumplen los requisitos respecto de la renta bruta mencionados en los subapartados (b), (c), o (d) de este apartado, se considerarán cumplidos si las ratios exigidas se alcanzan promediando la renta bruta de los cuatro años precedentes.

6. No obstante las disposiciones precedentes de este artículo, cuando una empresa de un Estado contratante obtenga rentas procedentes del otro Estado contratante, y dichas rentas sean atribuibles al establecimiento permanente que la empresa tenga en un tercer estado, el beneficio fiscal que en otras circunstancias hubiera sido aplicable de acuerdo con las restantes disposiciones del Convenio, no se aplicará a esa renta si los beneficios de ese establecimiento permanente están sujetos a un tipo efectivo total resultante de sumar el tipo aplicado en el Estado mencionado en primer lugar y el aplicado en la tercera jurisdicción, inferior al 60 por ciento del tipo general del impuesto sobre sociedades aplicable en el Estado contratante mencionado en primer lugar. Todo dividendo, interés o canon al que sea de aplicación este apartado estará sometido a imposición en el otro Estado contratante a un tipo que no exceda del 15 por ciento de su importe bruto. No obstante las restantes disposiciones de este Convenio, toda otra renta a la que resulten de aplicación las disposiciones de este apartado se someterá a imposición conforme a lo previsto en la normativa interna del otro Estado contratante. Lo dispuesto en este apartado no será aplicable si:

- (a) en el caso de cánones, estos se perciban como contraprestación por el uso, o el derecho de uso, de bienes intangibles producidos o desarrollados por el establecimiento permanente; o
- (b) en el caso de cualquier otra renta, la renta procedente del otro Estado contratante se obtiene en relación con el ejercicio activo de una actividad económica, o es incidental a la misma, por parte

del establecimiento permanente en el tercer estado (distinta de la actividad de inversión, gestión o mera tenencia de inversiones por cuenta de la empresa, a menos que las actividades consistan en actividades de banca o seguros desarrolladas por un banco o un agente de valores registrado).

7. Cuando un residente de un Estado contratante no sea una persona calificada conforme al apartado 2 de este artículo, ni tenga derecho a los beneficios del Convenio en virtud de los apartados 3 o 5 de este artículo, ni tenga derecho a los beneficios respecto de un elemento de renta en virtud del apartado 4 de este artículo, la autoridad competente del otro Estado contratante podrá concederle los beneficios del Convenio, o los referidos a un elemento de renta concreto, cuando la justificación para dicha concesión se base en el análisis del grado de cumplimiento del residente de los requisitos de los apartados 2, 3, 4 o 5 de este artículo, y previa consideración de la opinión de la autoridad competente del Estado contratante mencionado en primer lugar, si la hubiera emitido, respecto de la idoneidad de dicha concesión de beneficios en esas circunstancias.

8. A los efectos de este artículo:

- (a) la expresión "mercado de valores reconocido" significa:
 - (i) el Sistema NASDAQ y cualquier mercado de valores registrado ante la "*Securities and Exchange Commission*" estadounidense como un mercado de valores nacional conforme a la ley estadounidense sobre el mercado de valores de 1934;
 - (ii) todo mercado de valores español controlado por la Comisión Nacional del Mercado de Valores;
 - (iii) los principales mercados de valores de Stuttgart, Hamburgo, Dusseldorf, Frankfurt, Berlín, Hannover, Munich, Londres, Ámsterdam, Milán, Budapest, Lisboa, Toronto, Ciudad de México y Buenos Aires; y
 - (iv) cualquier otro mercado de valores que acuerden las autoridades competentes;

- (b) la expresión “clase principal de acciones” significa las acciones comunes u ordinarias de la sociedad, siempre que dicha clase de acciones represente la mayoría del derecho de voto y del valor de la sociedad. Si ninguna clase de acciones comunes u ordinarias representa por sí sola una mayoría de la totalidad de los derechos de voto y del valor de la sociedad, se considerará “clase principal de acciones” aquellas clases cuya suma represente una mayoría de la totalidad de los derechos de voto y del valor de la sociedad;
- (c) la expresión "clase de acciones desproporcionadas" significa cualquier clase de acciones de una sociedad residente en uno de los Estados contratantes que den derecho a los accionistas a una participación desproporcionadamente mayor, a través de dividendos, pagos de amortizaciones o de otro modo, en las ganancias generadas en el otro Estado contratante por ciertos activos o actividades de la sociedad;
- (d) la “sede principal de dirección y control” de una sociedad estará ubicada en el Estado contratante del que sea residente, sólo si sus directores ejecutivos y la alta dirección ejercen en ese Estado contratante, más que en cualquier otro, las responsabilidades del día a día de la actividad vinculadas en mayor grado a la toma de decisiones estratégicas, financieras y operativas de la sociedad (incluyendo las de sus filiales directas e indirectas, si las hubiera) y el personal asignado a esas personas realiza en ese Estado contratante más que en ningún otro las actividades del día a día necesarias para tomar esas decisiones;
- (e) el término “acciones” comprende los certificados depositarios;
- (f) la expresión “renta bruta” significa los ingresos brutos determinados en el Estado contratante de residencia de la persona, o cuando la persona realice una actividad económica que incluya la fabricación, producción o venta de bienes, los ingresos brutos minorados en el importe de los costes directos laborales y en concepto de materiales, atribuibles a dicha fabricación o producción, o de los costes de los bienes adquiridos para su venta posterior;

- (g) la expresión “beneficiario equiparable” significa un residente de un Estado miembro de la Unión Europea o un Estado parte del Tratado de Libre Comercio de América del Norte, pero únicamente si ese residente:
- (i)
 - (A) tuviera derecho a acogerse a todos los beneficios derivados de un convenio para evitar la doble imposición celebrado entre cualquier Estado miembro de la Unión Europea o un Estado parte del Tratado de Libre Comercio de América del Norte y el Estado al que se reclaman los beneficios de este Convenio en virtud de disposiciones análogas a los subapartados (a), (b), letra (i) del subapartado (c), o del subapartado (d) del apartado 2 de este artículo, siempre que si dicho convenio no incluyera un artículo amplio sobre limitación de beneficios, esa persona tendría derecho a los beneficios de este Convenio por aplicación de los subapartados (a), (b), la letra (i) del subapartado (c), o del subapartado (d) del apartado 2 de este artículo si dicha persona fuera un residente de uno de los Estados conforme al artículo 4 de este Convenio; y
 - (B) respecto de las primas de seguros y de las rentas mencionadas en los artículos 10 (Dividendos), 11 (Intereses) y 12 (Cánones) de este Convenio, tuviera derecho con arreglo a dicho convenio a una exención en los impuestos especiales sobre dichas primas o, respecto de la renta concreta para la que se solicitan los beneficios en aplicación de este Convenio, a un tipo impositivo igual o inferior al tipo aplicable en virtud de este Convenio; o
 - (ii) es residente de un Estado contratante con derecho a acogerse a los beneficios de este Convenio por razón de los subapartados (a), (b), la letra (i) del subapartado (c) o el subapartado (d) del apartado 2 de este artículo.

A los efectos de la aplicación del apartado 3 del artículo 10 (Dividendos), para poder determinar si una persona que posee acciones, directa o indirectamente, en la sociedad que reclama los beneficios de este Convenio es un beneficiario equiparable, se considerará que dicha persona posee el mismo derecho de voto, durante el mismo tiempo, en la sociedad que paga los dividendos, que el que tenga la sociedad que reclama los beneficios del convenio en esa sociedad; y

- (h) respecto de los dividendos, intereses y cánones de fuente española y cuyo beneficiario efectivo sea una sociedad residente en los Estados Unidos, se considerará que una sociedad residente de un Estado miembro de la Unión Europea satisface los requisitos de la letra (i) (B) del subapartado (g) de este apartado a los efectos de la determinación del derecho de dicho residente estadounidense a los beneficios del Convenio en virtud de este apartado si el pago de dividendos, intereses y cánones de fuente española, pagados directamente a dicho residente de un Estado miembro de la Unión Europea estuviera exento en aplicación de una Directiva de la Unión Europea a pesar de que el convenio para evitar la doble imposición entre España y ese otro Estado miembro de la Unión Europea prevea para dichos pagos un tipo impositivo más alto que el aplicable a la sociedad estadounidense en virtud de los artículos 10, 11 y 12 de este Convenio.”

Artículo X

Se modifica el artículo 20 (Pensiones, anualidades, pensiones alimenticias y ayudas por hijos) del Convenio mediante la adición de un nuevo apartado:

“5. Cuando una persona física residente de un Estado contratante sea miembro, beneficiario o participe de un fondo de pensiones residente del otro Estado contratante, las rentas procedentes del fondo de pensiones pueden someterse a imposición como renta de esa persona física únicamente cuando, y -con sujeción a las disposiciones del subapartado (a) del apartado 1 del artículo 20 (Pensiones, anualidades, pensiones alimenticias y ayudas por hijos)- en la medida en que, se paguen o beneficien a esa persona física desde el fondo de pensiones (y no se transfieran a otro fondo de pensiones en ese Estado contratante).”

Artículo XI

Se elimina el apartado 3 del artículo 25 (No discriminación) del Convenio y se sustituye por el siguiente:

“3. Las disposiciones de este artículo no podrán interpretarse en el sentido de impedir a un Estado contratante aplicar el impuesto conforme a lo previsto en el apartado 8 del artículo 10 (Dividendos).”

Artículo XII

Se modifica el artículo 26 (Procedimiento amistoso) del Convenio mediante la inserción de los siguientes nuevos apartados:

“5. Cuando en virtud de este artículo una persona haya sometido su caso a la autoridad competente del Estado contratante del que es residente o nacional alegando que las medidas adoptadas por uno o por ambos Estados contratantes han implicado para ella una imposición no conforme con las disposiciones de este Convenio, y las autoridades competentes hayan hecho lo posible por resolver el caso en el plazo de dos años desde su fecha de inicio, sin conseguirlo, este se resolverá mediante arbitraje, al que se procederá con arreglo y sujeción a lo dispuesto en este apartado, en el apartado 6 de este artículo y en toda norma o procedimiento que acuerden las autoridades competentes de los Estados contratantes conforme al subapartado (g) del apartado 6 de este artículo, si:

- (a) se han presentado declaraciones tributarias en al menos uno de los Estados contratantes respecto de los ejercicios fiscales a los que concierne el caso;
- (b) no se trata de un caso concreto respecto del que las autoridades competentes de ambos Estados contratantes estén de acuerdo, antes de la fecha en la que hubiera debido iniciarse el procedimiento arbitral, en que se trata de un caso inapropiado para su resolución mediante arbitraje;
- (c) los tribunales judiciales o administrativos de cualquiera de los Estados contratantes no se han pronunciado en relación con el caso;

- (d) el caso no entraña la determinación de la residencia de una sociedad en virtud del apartado 3 del artículo 4 (Residencia); y
- (e) se han cumplido todas las condiciones necesarias para el inicio del procedimiento arbitral previstas en el subapartado (c) del apartado 6 de este artículo.

6. A los efectos del apartado 5 de este artículo y de este apartado se aplican las siguientes normas y definiciones:

- (a) la expresión “persona interesada” significa la persona que presenta el caso a una autoridad competente para su consideración en virtud de este artículo, y cualquier otra, si las hubiera, cuya obligación tributaria respecto de cualquiera de los Estados contratantes pueda verse directamente afectada por el acuerdo amistoso que pueda alcanzarse tras la consideración del caso.
- (b) la “fecha de inicio” de un caso es la fecha en la que ambas autoridades competentes han recibido la información necesaria para empezar a considerar el fondo del procedimiento amistoso;
- (c) el procedimiento arbitral en relación con un caso se iniciará en la última de las siguientes fechas:
 - (i) dos años contados desde la fecha de inicio del caso, a menos que las autoridades competentes acuerden una fecha distinta;
 - (ii) aquella en la que la persona que presenta el caso a la autoridad competente de un Estado contratante haya remitido una solicitud por escrito a esa autoridad competente para la resolución del caso mediante arbitraje. Esta solicitud no podrá remitirse con antelación a la fecha que se determina en la letra (i) de este subapartado;
 - (iii) la fecha en la que las personas interesadas y sus representantes autorizados o agentes declaren por escrito su compromiso a no revelar a ninguna otra persona la información obtenida a través de las autoridades

competentes de cualquiera de los Estados contratantes o de la comisión arbitral en el transcurso del procedimiento arbitral, excepto la decisión de dicha comisión; y

- (iv) la fecha de suspensión o desistimiento de las acciones o procesos legales pendientes en los tribunales de cualquiera de los Estados contratantes, relacionados con cuestiones planteadas en el caso, de acuerdo con la legislación del Estado contratante en el que están pendientes dichas acciones o procesos legales.
- (d) La decisión de la comisión arbitral en relación con un caso se alcanzará de mutuo acuerdo al amparo de este artículo y constituirá la resolución del mismo, vinculante para los Estados contratantes, a menos que la persona que presenta el caso no acepte dicha decisión;
- (e) a los efectos del procedimiento arbitral instituido al amparo del apartado 5 de este artículo y de este apartado, los miembros de la comisión arbitral y su personal tendrán la consideración de “personas o autoridades” a las que se puede revelar información conforme al artículo 27 (Intercambio de información y asistencia administrativa) de este Convenio;
- (f) las autoridades competentes de los Estados contratantes no podrán revelar información alguna relativa a un procedimiento arbitral (incluida la decisión de la comisión arbitral), salvo cuando así lo permita este Convenio y la legislación interna de los Estados contratantes. Del mismo modo, todo el material elaborado en el transcurso del procedimiento arbitral o relacionado con este se considerará información intercambiada entre los Estados contratantes. Los integrantes de la comisión arbitral y su personal se comprometerán mediante escrito que se remitirá a cada una de las autoridades competentes de los Estados contratantes a no revelar información alguna relativa al procedimiento arbitral (comprendida la decisión de la comisión arbitral), y su acatamiento y sujeción a las disposiciones del artículo 27 de este Convenio sobre confidencialidad y no divulgación, y de la legislación interna de los Estados contratantes que resulte de aplicación. En caso de conflicto entre estas disposiciones, se

aplicará la más restrictiva. Esta declaración incluirá asimismo la aceptación de su designación para la comisión arbitral; y

- (g) las autoridades competentes de los Estados contratantes acordarán por escrito, con carácter previo al inicio de la primera actuación del procedimiento arbitral, los plazos y procedimientos coherentes con el apartado 5 y con este apartado para:
 - (i) notificar a la persona que presenta el caso cualquier acuerdo alcanzado con arreglo al subapartado (b) del apartado 5 de este artículo respecto de la no idoneidad del caso para su resolución mediante arbitraje, o en virtud de la (i) del subapartado (c) del apartado 6 de este artículo para modificar la fecha en la que puede iniciarse el procedimiento arbitral;
 - (ii) obtener las declaraciones de cada persona interesada, representante autorizado o agente y de los integrantes de la comisión arbitral (incluido su personal) en las que cada una de ellas exprese su compromiso a no revelar a ninguna otra persona la información obtenida a través de las autoridades competentes de cualquiera de los Estados contratantes o de la comisión arbitral en el transcurso del procedimiento arbitral, excepto la decisión de dicha comisión;
 - (iii) la designación de los integrantes de la comisión arbitral;
 - (iv) remitir las propuestas de resolución, los informes de posición y las respuestas a los mismos por las autoridades competentes de los Estados contratantes a la comisión arbitral;
 - (v) la presentación por la persona que presenta el caso de un documento en el que exprese su punto de vista y el análisis del caso para su consideración por la comisión arbitral;
 - (vi) la comunicación por la comisión arbitral de su decisión a las autoridades competentes de los Estados contratantes;

- (vii) la aceptación o el rechazo por parte de la persona que presenta el caso de la decisión adoptada por la comisión arbitral; y
- (viii) la adopción por parte de la comisión arbitral de todo procedimiento adicional necesario para el desarrollo de su cometido.

Las autoridades competentes de los Estados contratantes podrán acordar por escrito cualesquiera otras normas y procedimientos necesarios para la aplicación oportuna y efectiva de las disposiciones del apartado 5 de este artículo y de este apartado.”

Artículo XIII

Se elimina el Artículo 27 (Intercambio de información y asistencia administrativa) del Convenio, y se sustituye por el siguiente:

“Artículo 27

INTERCAMBIO DE INFORMACIÓN Y ASISTENCIA ADMINISTRATIVA

1. Las autoridades competentes de los Estados contratantes intercambiarán la información que previsiblemente pueda resultar de interés para aplicar lo dispuesto en este Convenio o para la administración o la aplicación del Derecho interno relativo a los impuestos de cualquier naturaleza o denominación exigibles por los Estados contratantes, en la medida en que la imposición así exigida no sea contraria al Convenio. El intercambio de información no está limitado por el apartado 1 del artículo 1 (Ámbito general) o el artículo 2 (Impuestos comprendidos).
2. La información recibida por un Estado contratante en virtud de este artículo se mantendrá en secreto en igual forma que la información obtenida en virtud del Derecho interno de ese Estado y sólo se comunicará a las personas o autoridades (incluidos los tribunales y órganos administrativos) que intervengan en la gestión o recaudación de los impuestos a los que se hace referencia en el apartado 1 de este Artículo, en su aplicación efectiva o en la persecución del incumplimiento relativo a dichos impuestos, en la resolución de los recursos relativos a los mismos, o en la supervisión de tales actividades.

Dichas personas o autoridades sólo utilizarán esta información para dichos fines. Podrán revelar la información en las audiencias públicas de los tribunales o en las sentencias judiciales. La autoridad competente del Estado contratante que reciba la información en virtud de este artículo puede, con el consentimiento por escrito del Estado contratante que facilita la información, hacerla accesible para su utilización a otros efectos permitidos por las disposiciones de un acuerdo sobre asistencia jurídica mutua en vigor entre los Estados contratantes que permita el intercambio de información tributaria.

3. En ningún caso las disposiciones de los apartados anteriores pueden interpretarse en el sentido de obligar a un Estado contratante a:

- (a) adoptar medidas administrativas contrarias a su legislación y práctica administrativa, o a las del otro Estado contratante;
- (b) suministrar información que no se pueda obtener sobre la base de su propia legislación o en el ejercicio de su práctica administrativa normal, o de las del otro Estado contratante;
- (c) suministrar información que revele un secreto empresarial, industrial, comercial o profesional, o un procedimiento industrial, o información cuya comunicación sea contraria al orden público.

4. Cuando un Estado contratante solicite información en virtud de este artículo, el otro Estado contratante utilizará las medidas para recabar información de que disponga con el fin de obtener la información solicitada, aun cuando este otro Estado pueda no necesitar dicha información para sus propios fines tributarios. La obligación precedente está limitada por lo dispuesto en el apartado 3 de este Artículo, pero en ningún caso los Estados contratantes podrán interpretar tales limitaciones como base para denegar el intercambio de información exclusivamente por la ausencia de interés nacional en la misma.

5. En ningún caso las disposiciones del apartado 3 de este Artículo se interpretarán en el sentido de permitir a un Estado contratante denegar el intercambio de información únicamente porque esta obre en poder de bancos, otras instituciones financieras o de cualquier persona que actúe en calidad representativa o fiduciaria, incluidos los agentes designados, o porque esté relacionada con acciones o participaciones en una persona.

6. Si así lo solicita expresamente la autoridad competente de un Estado contratante, la autoridad competente del otro Estado contratante proporcionará, cuando sea posible, información en virtud de este artículo en forma de declaraciones de testigos y de copias autenticadas de documentos originales (incluidos los libros, documentos, declaraciones, registros, contabilidad y escritos) en la misma medida en que tales declaraciones y documentos puedan obtenerse en aplicación de la legislación y la práctica administrativa de ese otro Estado contratante respecto de sus propios impuestos.

7. Cada Estado contratante hará lo posible por recaudar en nombre del otro Estado contratante aquellos importes que sean precisos para garantizar que no se conceden las exenciones o los tipos reducidos previstos en el Convenio, respecto del impuesto exigido por ese otro Estado, a las personas que no tengan derecho a dichos beneficios. Este apartado no implicará para un Estado contratante la obligación de llevar a cabo medidas administrativas:

- (a) que discrepen de la legislación y práctica administrativa de cualquiera de los Estados contratantes, o
- (b) que pudieran ser contrarias a su soberanía, seguridad u orden público.

8. Las autoridades competentes de los Estados contratantes podrán llegar a un acuerdo sobre el modo de aplicación de este artículo, incluido un acuerdo que garantice niveles de asistencia parejos entre los Estados contratantes, pero en ningún caso la ausencia de dicho acuerdo exonera a un Estado contratante del cumplimiento de las obligaciones contraídas en virtud de este artículo.

Artículo XIV

1. Se elimina el subapartado (b) del apartado 5 del Protocolo al Convenio y se renumera el subapartado (c) del apartado 5 del Protocolo al Convenio como subapartado (b).

2. Se elimina el apartado 7 del Protocolo al Convenio y se sustituye por el siguiente:

“7. En relación con el artículo 10 (Dividendos)

(a) En el caso de España:

- (i) El subapartado (a) del apartado 2 del artículo 10 no será aplicable en el caso de dividendos pagados por una entidad regulada mediante la Ley 11/2009 de 26 de octubre de Sociedades Anónimas Cotizadas de Inversión en el Mercado Inmobiliario (SOCIMI), o cualesquiera leyes sucesoras. El subapartado (b) del apartado 2 y el apartado 4 serán aplicables a dichos dividendos únicamente si el capital que posee el beneficiario efectivo de los dividendos, directa o indirectamente, no excede del 10 por ciento del capital total de la SOCIMI.
- (ii) El subapartado (a) del apartado 2 del artículo 10 no será aplicable en el caso de dividendos pagados por una institución de inversión española regulada mediante Ley 35/2003 de 4 de noviembre de Instituciones de Inversión Colectiva o cualesquiera leyes sucesoras. En este caso el subapartado (b) del apartado 2 y el apartado 4 del artículo 10 serán aplicables a dichos dividendos.

(b) En el caso de los Estados Unidos:

El subapartado (a) del apartado 2 del artículo 10 no será aplicable en el caso de dividendos pagados por una sociedad de inversión regulada estadounidense (*U.S. Regulated Investment Company - RIC*) o una entidad cotizada de inversión inmobiliaria estadounidense (*U.S. Real Estate Investment Trust - REIT*). En el caso de dividendos pagados por una *RIC*, serán aplicables el subapartado b) del apartado 2 y el apartado 4 del artículo 10. En el caso de los dividendos pagados por una *REIT*, el subapartado b) del apartado 2 y el apartado 4 del artículo 10 se aplicarán únicamente si:

- (i) el beneficiario efectivo de los dividendos es una persona física o un fondo de pensiones cuya participación en la *REIT*, en cualquiera de los casos, no excede del 10 por ciento;

- (ii) los dividendos se pagan respecto de una clase de acciones que se comercialice en bolsa y el beneficiario efectivo de los dividendos es una persona cuya participación no excede del 5 por ciento de ninguna clase de acciones de la *REIT*; o
- (iii) el beneficiario efectivo de los dividendos es una persona cuya participación en la *REIT* no excede del 10 por ciento y la *REIT* está diversificada.

A los efectos de este apartado, una *REIT* estará “diversificada” cuando no exista una única participación en bienes inmuebles cuyo valor exceda del 10 por ciento de sus participaciones totales en bienes inmuebles. A los efectos de esta norma, las propiedades en ejecución hipotecaria no se consideran participaciones en bienes inmuebles. Cuando una *REIT* posea una participación en una sociedad de personas (“*partnership*”), se considerará que posee directamente el porcentaje de participación de la sociedad de personas en los bienes inmuebles, correspondiente a su participación en la sociedad de personas.”

3. Se elimina el apartado 8 del Protocolo al Convenio y se sustituye por el siguiente apartado:

“8. En relación con el artículo 11 (Intereses)

A los efectos del subapartado (b) del apartado 2, la expresión canal de inversión en valores respaldados por hipotecas sobre bienes inmuebles (“*REMIC*”) significa una entidad que puede optar a su tratamiento fiscal como *REMIC* en virtud del artículo 860D del Código tributario estadounidense “*US Internal Revenue Code*.”

4. Se elimina el subapartado (c) del apartado 10 del Protocolo al Convenio.

5. Se elimina el apartado 11 del Protocolo al Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Apartado 11 (suprimido)”.

6. Se elimina el apartado 12 del Protocolo al Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Apartado 12 (suprimido)”.

7. Se modifica el apartado 13 del Protocolo al Convenio mediante la supresión de la expresión “exentas de impuestos” y reemplazando la referencia al “apartado 1 (d)” por la expresión “letra (ii) del subapartado (d) del apartado 2”.

8. Se elimina el apartado 18 del Protocolo al Convenio y se sustituye por el siguiente apartado:

“18. En relación con los apartados 1 y 5 del artículo 26 (Procedimiento amistoso)

La expresión “primera notificación” significa, en el caso de los Estados Unidos, la notificación del ajuste propuesto y, en el caso de España, la notificación del acto administrativo de liquidación. En el caso de los impuestos en la fuente, “primera notificación” significa, para ambos Estados contratantes, la fecha de retención o de pago del impuesto. Asimismo, a los efectos del apartado 5, se entenderá que una acción de uno u otro Estado contratante que implique una imposición no conforme con el Convenio comprende la notificación del ajuste propuesto, la notificación del acto administrativo de liquidación o, en el caso de los impuestos en la fuente, el pago o la retención del impuesto.”

9. Se elimina el apartado 19 del Protocolo al Convenio y se sustituye por el siguiente:

“Apartado 19 (suprimido)”.

10. Se modifica el Protocolo al Convenio con la inclusión del siguiente apartado:

“21. En relación con los apartados 5 y 6 del artículo 26 (Procedimiento amistoso) del Convenio:

- (a) La comisión arbitral estará integrada por tres personas físicas. Las personas designadas no trabajarán ni habrán trabajado al servicio de la administración tributaria, el Departamento del Tesoro o el Ministerio de Hacienda del Estado contratante que los designa en el plazo de los doce meses anteriores a la fecha de inicio del procedimiento arbitral. Cada autoridad competente de

los Estados contratantes designará un integrante de la comisión arbitral y los dos componentes así seleccionados designarán a un tercero, que ejercerá como presidente de la comisión arbitral. Si los integrantes designados por las autoridades competentes de los Estados contratantes no pudieran ponerse de acuerdo sobre el tercer componente, se prescindirá de ambos, y cada autoridad competente de los Estados contratantes seleccionará un nuevo integrante de la comisión arbitral. El presidente no será un nacional, ciudadano o residente permanente de pleno derecho de ninguno de los Estados contratantes.

- (b) Tanto el procedimiento arbitral como el procedimiento amistoso respecto de un caso concluirán si en cualquier momento anterior a la comunicación por la comisión arbitral de su decisión a las autoridades competentes de los Estados contratantes:
 - (i) las autoridades competentes de los Estados contratantes resolvieran el caso de mutuo acuerdo;
 - (ii) la persona que presenta el caso retirara la solicitud de arbitraje;
 - (iii) cualquier persona interesada, sus representantes o agentes, contravinieran intencionadamente el compromiso de confidencialidad manifestado por escrito al que se refiere la letra (iii) del subapartado (c) del apartado 6, y las autoridades competentes de ambos Estados contratantes convinieran que dicho incumplimiento determina la finalización del procedimiento arbitral; o
 - (iv) cualquier persona interesada incoara acciones o procesos legales ante los tribunales de cualquiera de los Estados contratantes en relación con las cuestiones planteadas en el caso, a menos que tales acciones o procesos queden en suspenso conforme a la normativa interna aplicable en ese Estado contratante.
- (c) La autoridad competente de cualquiera de los Estados contratantes podrá remitir una propuesta de resolución en la que se aborde cada ajuste o cuestión similar planteados en el caso.

Esta propuesta de resolución estará referida a la totalidad del caso y reflejará, sin modificación, todas las cuestiones previamente acordadas por las autoridades competentes de ambos Estados contratantes. Esta propuesta de resolución se limitará a la presentación de ciertos importes monetarios (por ejemplo: rentas, beneficios, ganancias o gastos) o, cuando así se especifique, el impuesto máximo aplicado de acuerdo con el Convenio para cada ajuste o cuestión similar del caso. Asimismo, la autoridad competente de cada Estado contratante podrá remitir un informe de posición argumentativo para su consideración por parte de la comisión arbitral.

- (d) No obstante las disposiciones precedentes de este apartado, se entenderá que, en el caso de un procedimiento arbitral relativo:
 - (i) a la sujeción al impuesto de una persona física respecto de la que las autoridades competentes no hayan podido alcanzar un acuerdo sobre su Estado de residencia;
 - (ii) la fiscalidad de los beneficios empresariales de una empresa respecto de la que las autoridades competentes no hayan podido alcanzar un acuerdo sobre la existencia o no de un establecimiento permanente; o
 - (iii) toda otra cuestión cuya determinación dependa de la resolución de cuestiones de partida similares;

las autoridades competentes de los Estados contratantes podrán remitir propuestas de resolución específicas que aborden las cuestiones de partida que sea pertinente resolver, como se señala en las letras (i), (ii) o (iii) anteriores (por ejemplo, la cuestión de si existe o no un establecimiento permanente), así como las decisiones que dependan de esa respuesta (por ejemplo, el cálculo del beneficio atribuible a dicho establecimiento permanente).

- (e) Si el procedimiento arbitral se refiere a un caso que comprende múltiples ajustes o cuestiones similares y cada uno de ellos requiere la presentación de importes monetarios concretos (por ejemplo, de rentas, beneficios, ganancias o gastos) o cuando así se especifique, el impuesto máximo aplicado en virtud del Convenio,

la propuesta de resolución podrá consistir en una presentación independiente para cada ajuste o cuestión similar.

- (f) Cada autoridad competente de los Estados contratantes recibirá la propuesta de resolución y el informe de posición remitido por la otra autoridad competente, y podrá dirigir a la comisión arbitral su respuesta a los mismos. Cada autoridad competente de los Estados contratantes recibirá también la respuesta de la otra autoridad competente.
- (g) La persona que presenta el caso podrá remitir a la comisión arbitral, para su consideración, un documento en el que exponga su análisis y su punto de vista sobre el caso. Este documento no incluirá información alguna que no se hubiera remitido previamente a las autoridades competentes durante el procedimiento amistoso, y se hará llegar a las autoridades competentes de ambos Estados contratantes.
- (h) La comisión arbitral emitirá su decisión por escrito a las autoridades competentes de los Estados contratantes. La decisión que dicte la comisión arbitral durante el procedimiento de arbitraje se limitará a optar por una de las propuestas de resolución del caso remitida por las autoridades competentes de los Estados contratantes para cada ajuste o cuestión similar y para las cuestiones de partida, y no incluirá una exposición de fundamentos u otra explicación de su decisión. La decisión de la comisión arbitral carece de valor como precedente respecto de la aplicación del Convenio en los restantes casos.
- (i) Excepto si las autoridades competentes de ambos Estados contratantes acuerdan un plazo superior, la persona que presenta el caso dispondrá de 45 días tras la fecha de recepción de la decisión de la comisión arbitral para notificar por escrito a la autoridad competente del Estado contratante ante la que se presentó el caso, su aceptación de la decisión. Si la persona que presenta el caso no notificara tal aceptación a la autoridad competente pertinente, la decisión se considerará rechazada. Asimismo, la decisión de la comisión arbitral se entenderá rechazada por la persona que presenta el caso si este estuviera pendiente de pleito o de recurso y cualquier persona relacionada

con el caso y que sea parte de dicho pleito o recurso no desistiera ante el tribunal judicial o administrativo correspondiente respecto de las cuestiones resueltas mediante arbitraje en el plazo antes señalado. En caso de no aceptar la decisión adoptada por la comisión arbitral, el caso no será susceptible de ulteriores revisiones por las autoridades competentes.

- (j) Las autoridades competentes de los Estados contratantes sufragarán equitativamente los honorarios y gastos de los integrantes de la comisión arbitral, así como los costes en los que los Estados contratantes incurran por razón de este procedimiento arbitral.”

Artículo XV

1. Los gobiernos de los Estados contratantes se notificarán entre sí, por conducto diplomático, cuándo se han cumplido los procedimientos internos necesarios en cada Estado contratante para la entrada en vigor de este Protocolo.

2. Este Protocolo entrará en vigor una vez transcurrido el plazo de tres meses tras la fecha de la última de las Notas a las que se refiere el apartado 1 y sus disposiciones surtirán efecto:

- (a) en relación con los impuestos retenidos en la fuente, sobre las cantidades pagadas o debidas desde la fecha, inclusive, de entrada en vigor del Protocolo;
- (b) en relación con los impuestos calculados por referencia a un ejercicio fiscal, para los ejercicios fiscales que comiencen desde la fecha, inclusive, en la que el Protocolo entre en vigor; y
- (c) en todos los restantes casos, desde la fecha, inclusive, en la que el Protocolo entre en vigor

3. No obstante el apartado 2, las disposiciones de los apartados 5 y 6 del artículo 26 (Procedimiento amistoso) del Convenio, modificado por este Protocolo, no surtirán efecto respecto de los casos que a la fecha de entrada en vigor de este Protocolo ya se hayan presentado a la consideración de las autoridades competentes de los Estados contratantes. En relación con los casos

que se presenten a la consideración de las autoridades competentes de los Estados contratantes a partir de la fecha en la que este Protocolo entre en vigor, las disposiciones de los apartados 5 y 6 del artículo 26 del Convenio, modificado por este Protocolo, surtirán efectos en la fecha en que las autoridades competentes acuerden por escrito un procedimiento de aplicación conforme al subapartado (g) del apartado 6 del artículo 26. En relación con los casos que se presenten a la consideración de las autoridades competentes de los Estados contratantes tras la entrada en vigor de este Protocolo, pero antes de que dichas disposiciones surtan efecto, la fecha de inicio será aquella en la que las autoridades competentes hayan acordado por escrito el procedimiento de aplicación.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados al efecto, han firmado este Protocolo.

HECHO por duplicado en Madrid, el 14 de enero de 2013, en las lenguas española e inglesa, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Reino de España



Cristóbal Montoro Romero
Ministro de Hacienda
y Administraciones Públicas

Por los Estados Unidos de América



Alan D. Solomont
Embajador en España

MEMORANDO DE ENTENDIMIENTO

Hoy, en el momento de la firma del Protocolo (en lo sucesivo el “Protocolo de 2013”) que modifica el Convenio entre el Reino de España y los Estados Unidos de América para evitar la doble imposición y prevenir la evasión fiscal respecto de los impuestos sobre la renta, y su Protocolo, firmado en Madrid el 22 de febrero de 1990 (en lo sucesivo “el Convenio”), España y los Estados Unidos de América han acordado lo siguiente:

1. En relación con el apartado 6 del artículo 1 (Ámbito general) del Convenio, modificado por el Protocolo de 2013, se entenderá que el apartado 6 del artículo 1 es aplicable para identificar a la persona que obtiene un elemento de renta, beneficio o ganancia pagado a una entidad fiscalmente transparente a fin de aplicar el Convenio a la persona mencionada en primer lugar. Conforme al apartado 6 del artículo 1, se considerará que una persona obtiene un elemento de renta, beneficio o ganancia pagado a una entidad fiscalmente transparente conforme a la normativa interna de cualquiera de los Estados contratantes, en la medida en que ese mismo elemento de renta, beneficio o ganancia reciba el tratamiento de renta, beneficio o ganancia de un residente a los efectos de la legislación fiscal del Estado contratante en el que la persona es residente. Para poder obtener los beneficios del Convenio respecto de un elemento de renta, dicha persona debe satisfacer todos los requisitos aplicables que se especifican en el Convenio, incluidos los restantes requisitos aplicables del artículo 1, los relativos a la residencia, como se define en el artículo 4 (Residencia), al beneficiario efectivo y al artículo 17 (Limitación de beneficios), y la entidad fiscalmente transparente a través de la que se pagó el elemento de renta debe estar constituida u organizada en cualquiera de los Estados contratantes o en un Estado que haya concluido un acuerdo que contenga disposiciones para el intercambio de información en materia tributaria con el Estado contratante del que proceda la renta, beneficio o ganancia.
2. En relación con el apartado 3 del Protocolo al Convenio, los Estados contratantes se comprometen a iniciar conversaciones tan pronto como sea posible y sin agotar el plazo de seis meses desde la entrada en vigor del Protocolo de 2013, respecto de la conclusión de un acuerdo adecuado para evitar la doble imposición en las inversiones entre Puerto Rico y España.

3. En relación con el subapartado (j) del apartado 1 del artículo 3 (Definiciones generales) del Convenio, modificado por el Protocolo de 2013:

- (a) En el caso de los Estados Unidos, la expresión “fondo de pensiones” comprende los siguientes: los fideicomisos que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación a través de un plan de pensiones calificado conforme al artículo 401(a) del *Internal Revenue Code - IRC* (que incluye los planes comprendidos en el artículo 401(k) del *IRC*), los planes para el reparto de beneficios o planes de compensaciones con acciones a empleados (*stock bonus plan*), los planes de anualidades calificados conforme al artículo 403(a) del *IRC*, los planes comprendidos en el artículo 403(b) del *IRC*, los fideicomisos que constituyan una cuenta individual de jubilación conforme al artículo 408 del *IRC*, los planes de jubilación individual tipo “Roth” conforme al artículo 408A del *IRC*, o una simple cuenta de jubilación conforme al artículo 408(p) del *IRC*, los fideicomisos que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación mediante un plan de pensiones para trabajadores simplificado conforme al artículo 408(k) del *IRC*, los fideicomisos descritos en el artículo 457(g) que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación a través de un plan previsto en el artículo 457(b) del *IRC* y el fondo de ahorro para empleados federales (“*Thrift Savings Fund*” (artículo 7701(j))). El grupo de fideicomisos al que se refiere la resolución del órgano de administración tributaria estadounidense (“*Internal Revenue Service*”) 81-100, modificada por las consultas 2004-67 y 2011-1, puede calificarse como fondo de pensiones únicamente si todos sus partícipes son fondos de pensiones con derecho propio a acogerse a los beneficios del Convenio como residentes de los Estados Unidos.
- (b) En el caso de España, la expresión “fondo de pensiones” comprende:
 - (i) los fondos regulados mediante Texto refundido de la Ley sobre fondos y planes de pensiones, aprobado por Real Decreto Legislativo 1/2002 de 29 de noviembre;

- (ii) toda entidad definida en el artículo 64 del Texto refundido de la Ley de ordenación y supervisión de los seguros privados, aprobado por Real Decreto Legislativo 6/2004 de 29 de octubre, siempre que en el caso de los las mutualidades de previsión social todos sus mutualistas sean empleados, concurriendo como socios protectores o promotores las empresas, instituciones o empresarios individuales en las que presten sus servicios, y las prestaciones que se otorguen sean únicamente consecuencia de acuerdos de previsión entre estas y aquellos, así como toda otra entidad comparable regulada en el ámbito de las subdivisiones políticas (Comunidades Autónomas); y
- (iii) las compañías de seguros reguladas mediante el Texto refundido de la Ley de ordenación y supervisión de los seguros privados, aprobado por Real Decreto Legislativo 6/2004 de 29 de octubre cuya actividad consista en la cobertura de las contingencias previstas en el Texto refundido de la Ley sobre fondos y planes de pensiones.

4. En relación con el artículo 4 (Residencia) del Convenio, se entenderá que los principios del apartado 8.6 de los Comentarios al Modelo de Convenio tributario de la OCDE de julio de 2010 son aplicables al efecto de determinar la residencia de los fondos de pensiones y de las organizaciones cuya constitución y existencia en un Estado tenga exclusivamente carácter religioso, benéfico, científico, artístico, cultural o pedagógico.

5. En relación con el artículo 17 (Limitación de beneficios) del Convenio, modificado por el Protocolo de 2013, se entenderá que una persona está vinculada a otra si cualquiera de ellas participa directa o indirectamente en la gestión, el control o el capital de la otra, o unas mismas personas participan directa o indirectamente en la gestión, el control o el capital de ambas.

Este Memorando de Entendimiento entrará en vigor en la fecha de entrada en vigor del Protocolo de 2013.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados al efecto, han firmado este Memorando de Entendimiento.

HECHO por duplicado en Madrid, el 14 de enero de 2013, en las lenguas española e inglesa, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Reino de España



Cristóbal Montoro Romero
Ministro de Hacienda
y Administraciones Públicas

Por los Estados Unidos de América



Alan D. Solomont
Embajador en España

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

The Department of State refers the Embassy of the Kingdom of Spain to the Protocol Amending the Convention Between the United States of America and the Kingdom of Spain for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income, and its Protocol signed at Madrid, on February 22, 1990 (“the Convention”), done at Madrid on January 14, 2013 (“the 2013 Protocol”), and a related Memorandum of Understanding between the United States of America and the Kingdom of Spain signed the same day. Some errors were discovered in the English and Spanish language texts of the 2013 Protocol and the Memorandum of Understanding, which the Government of the United States of America proposes to rectify as follows:

English language texts of the Memorandum of Understanding

Subparagraph (a) of Paragraph 3 of the texts of the Memorandum of Understanding, which currently read:

- (a) In the case of the United States, the term “pension fund” includes the following: a trust providing pension or retirement benefits under an Internal

Revenue Code section 401(a) qualified pension plan (which includes a Code section 401(k) plan), a profit sharing or stock bonus plan, a Code section 403(a) qualified annuity plan, a Code section 403(b) plan, a trust that is an individual retirement account under Code section 408, a Roth individual retirement account under Code section 408A, or a simple retirement account under Code section 408(p), a trust providing pension or retirement benefits under a simplified employee pension plan under Code section 408(k), a trust described in section 457(g) providing pension or retirement benefits under a Code section 457(b) plan, and the Thrift Savings Fund (section 7701(j)). A group trust described in Revenue Ruling 81-100, as amended by Revenue Ruling 2004-67 and Revenue Ruling 2011-1, qualifies as a pension fund only if each participant is a pension fund that is itself entitled to benefits under the Convention as a resident of the United States.

shall now read as follows:

“(a) In the case of the United States, the term “pension fund” includes the following: a trust providing pension or retirement benefits under an Internal Revenue Code section 401(a) qualified pension plan (which includes a Code section 401(k) plan), a profit sharing or stock bonus plan, a Code section 403(a) qualified annuity plan, a Code section 403(b) plan, a trust that is an individual

retirement account under Code section 408, a Roth individual retirement account under Code section 408A, or a simple retirement account under Code section 408(p), a trust providing pension or retirement benefits under a simplified employee pension plan under Code section 408(k), a trust described in section 457(g) providing pension or retirement benefits under a Code section 457(b) plan, and the Thrift Savings Fund (section 7701(j)). A group trust described in Revenue Ruling 81-100, as amended by Revenue Ruling 2004-67 and Revenue Ruling 2011-1, shall qualify as a pension fund only if it earns income principally for the benefit of one or more pension funds entitled to benefits under the Convention as residents of the United States.”

The United States’ Spanish language text of the 2013 Protocol.

New clause (ii) of subparagraph (a) of paragraph 5 to Article 1 (General Scope) of the Convention, as amended by Article I of the 2013 Protocol, which currently reads:

“(ii) las disposiciones del artículo XVII del Acuerdo General sobre el Comercio de Servicios no se aplicará a una medida fiscal a

menos que las autoridades competentes estén de acuerdo en que esa medida no recaea en el ámbito del artículo 25 (No discriminación) de este Convenio.”

shall now read as follows:

“(ii) las disposiciones del artículo XVII del Acuerdo General sobre el Comercio de Servicios no se aplicarán a una medida fiscal a menos que las autoridades competentes estén de acuerdo en que esa medida no recaea en el ámbito del artículo 25 (No discriminación) de este Convenio.”

Spanish language texts of the Memorandum of Understanding

Subparagraph (a) of Paragraph 3 of the texts of the Memorandum of Understanding, which currently read:

“(a) En el caso de los Estados Unidos, la expresión “fondo de pensiones” comprende los siguientes: los fideicomisos que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación a través de un plan de

pensiones calificado conforme al artículo 401(a) del *Internal Revenue Code - IRC* (que incluye los planes comprendidos en el artículo 401(k) del *IRC*), los planes para el reparto de beneficios o planes de compensaciones con acciones a empleados (*stock bonus plan*), los planes de anualidades calificados conforme al artículo 403(a) del *IRC*, los planes comprendidos en el artículo 403(b) del *IRC*, los fideicomisos que constituyan una cuenta individual de jubilación conforme al artículo 408 del *IRC*, los planes de jubilación individual tipo “Roth” conforme al artículo 408A del *IRC*, o una simple cuenta de jubilación conforme al artículo 408(p) del *IRC*, los fideicomisos que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación mediante un plan de pensiones para trabajadores simplificado conforme al artículo 408(k) del *IRC*, los fideicomisos descritos en el artículo 457(g) que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación a través de un plan previsto en el artículo 457(b) del *IRC* y el fondo de ahorro para empleados federales (“*Thrift Savings Fund*” (artículo 7701(j))). El grupo de fideicomisos al que se refiere la resolución del órgano de administración tributaria estadounidense (“*Internal Revenue Service*”) 81-100, modificada por las consultas 2004-67 y 2011-1, puede

calificarse como fondo de pensiones únicamente si todos sus partícipes son fondos de pensiones con derecho propio a acogerse a los beneficios del Convenio como residentes de los Estados Unidos.”

shall now read as follows:

- (a) En el caso de los Estados Unidos, la expresión “fondo de pensiones” comprende los siguientes: los fideicomisos que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación a través de un plan de pensiones calificado conforme al artículo 401(a) del *Internal Revenue Code - IRC* (que incluye los planes comprendidos en el artículo 401(k) del *IRC*), los planes para el reparto de beneficios o planes de compensaciones con acciones a empleados (*stock bonus plan*), los planes de anualidades calificados conforme al artículo 403(a) del *IRC*, los planes comprendidos en el artículo 403(b) del *IRC*, los fideicomisos que constituyan una cuenta individual de jubilación conforme al artículo 408 del *IRC*, los planes de jubilación individual tipo “Roth” conforme al artículo 408A del *IRC*, o una simple cuenta de jubilación conforme al artículo 408(p) del *IRC*, los fideicomisos

que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación mediante un plan de pensiones para trabajadores simplificado conforme al artículo 408(k) del *IRC*, los fideicomisos descritos en el artículo 457(g) que proporcionen pensiones o prestaciones por jubilación a través de un plan previsto en el artículo 457(b) del *IRC* y el fondo de ahorro para empleados federales ("*Thrift Savings Fund*" (artículo 7701(j))). El fideicomiso colectivo al que se refiere la resolución del órgano de administración tributaria estadounidense ("*Internal Revenue Service*") 81-100, modificada por las resoluciones 2004-67 y 2011-1, se calificará como fondo de pensiones únicamente si genera rentas principalmente en beneficio de uno o más fondos de pensiones con derecho a acogerse a los beneficios del Convenio como residentes de los Estados Unidos.

The Department of State proposes, on behalf of the Government of the United States of America, that:

- I. The United States' Spanish language text of the 2013 Protocol be corrected as set out above;

- II. The English and Spanish language texts of the Memorandum of Understanding be corrected as set out above; and
- III. The corrected texts of the 2013 Protocol and Memorandum of Understanding replace the defective texts as from the date on which the 2013 Protocol and Memorandum of Understanding were signed;

If the Government of the Kingdom of Spain concurs with the proposals contained in paragraphs I., II., and III. above, the Department of State proposes that this note and the affirmative note in reply thereto of the Embassy of the Kingdom of Spain expressing the concurrence of the Government of the Kingdom of Spain shall constitute a correction of the United States' Spanish language text of the 2013 Protocol and the English and Spanish language texts of the Memorandum of Understanding and shall become part of the original versions thereof.

Department of State,

JUL 23 2013

Washington,

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]



Embajada de España

Nota Verbal

Nº 10

La Embajada de España saluda atentamente al Departamento de Estado y se refiere a la Nota emitida por éste en Washington el 23 de julio de 2013, sobre subsanación de errores existentes en el Protocolo y el Memorando de Entendimiento entre el Reino de España y los Estados Unidos de América, firmados en Madrid el 14 de enero de 2013, relativos a la modificación del Convenio entre el Reino de España y los Estados Unidos de América para evitar la doble imposición y prevenir la evasión fiscal respecto de los impuestos sobre la renta, y su Protocolo, firmados en Madrid el 22 de febrero de 1990, que traducida dice así:

La Embajada expresa el acuerdo de España con las propuestas incluidas en los apartados finales I, II y III de esta Nota del Departamento de Estado que, en los términos señalados en dichos apartados, constituirá, junto con la presente Nota de respuesta, una corrección del texto en español correspondiente a los Estados Unidos del Protocolo firmado el 14 de enero de 2013 y de los textos en español e inglés del Memorando de Entendimiento firmado en la misma fecha y será parte de las versiones originales de los mismos.»

La Embajada de España aprovecha esta oportunidad para reiterar al Departamento de Estado el testimonio de su consideración.

Washington, 31 de enero de 2014

Departamento de Estado
Spanish Desk